

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)**MEHRWERTSTEUER****IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO (IVA)****VALUE ADDED TAX (VAT)****IMPUESTO SOBRE EL VALOR AÑADIDO****MERVÆRDIAFGIFT****BELASTING OVER DE TOEGEVOEGDE WAARDE (BTW)****IMPOSTO SOBRE O VALOR ACRESCENTADO****ΦΟΡΟΣ ΠΡΟΣΤΙΘΕΜΕΝΗΣ ΑΞΙΑΣ****MERVÄRDESSKATT****ARVONLISÄVERO****NOTICE****relative aux modalités de remboursement de la TVA française
aux assujettis établis hors France****Merkblatt über die Rückerstattung der französischen Mehrwertsteuer
an die ausserhalb Frankreichs ansässigen Steuerpflichtigen****Nota relativa alle modalità di rimborso dell'IVA francese
ai soggetti passivi non residenti in Francia****Notice on the arrangements for the refund of the French VAT
to taxpayers established outside of France****Nota relativa a las modalidades de devolución del IVA francés
a los sujetos pasivos establecidos fuera de Francia****Meddelelse om nærmere bestemmelser for tilbagebetaling af den franske
merværdiafgift til afgiftspligtige personer etableret udenfor Frankrig****Toelichting betreffende de teruggaaf van de franse
BTW aan buiten Frankrijk gevestigde belastingplichtigen****Nota relativa às modalidades de reembolso do IVA francês
às pessoas tributáveis radicadas fora de França****Σημείωμα σχετικό με τους τρόπους επιστροφής του εν Γαλλία ισχύοντος
Φόρου Προστιθεμένης Αξίας εις τους εγκατεστημένους εκτός Γαλλίας φορολογούμενους****Villkor för återbäring av fransk mervärdeskatt för skattepliktiga medborgare bosatta utanför Frankrike.
Ohje arvonlisäveron palautuksesta Ranskassa verovelvollisille, jotka ovat ryhtyneet
harjoittamaan elinkeinoa ulkomailla.**



1. ÉLÉMENTS D'INFORMATION POUR REMPLIR LA DEMANDE DE REMBOURSEMENT (1).

A. La demande est déposée en simple exemplaire auprès de la Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Elle est souscrite :

a. Lorsque l'assujetti est établi dans un État membre de l'Union européenne, autre que la France, sur le formulaire de l'État dans lequel l'intéressé est établi ou, s'il préfère, sur le formulaire français (imprimé n° 3559) ;

b. Lorsque l'assujetti est établi dans un pays tiers, sur le formulaire français (imprimé n° 3559).

Les différentes rubriques du formulaire utilisé sont obligatoirement remplies en français, même s'il est utilisé un formulaire en langue étrangère d'un État membre autre que la France. À compter du 1^{er} janvier 2002, les sommes dont le remboursement est demandé sont obligatoirement mentionnées en euros (case 5) et le paiement est effectué en euros (case 7).

B. La demande est établie à la machine ou en caractères d'imprimerie.

Elle peut être déposée au cours du mois qui suit le trimestre civil (demande trimestrielle) ou au cours du mois de janvier (demande annuelle), mais, en tout état de cause, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle concernée par la demande (pour la détermination de la période – trimestre ou année – sur laquelle peut porter la demande de remboursement, voir ci-après E).

C.-D. Lorsqu'une précédente demande a été déposée, le numéro d'identification fiscale attribué par le service indiqué ci-dessus en A est porté dans le cadre figurant en haut de la demande.

E. La demande doit concerner des biens ou des services acquis ou importés en France au cours d'une période constituée :

– par le trimestre civil, lorsque le montant de la taxe dont le remboursement est demandé est au moins égal à 200 € euros, arrondi en plus ou en moins dans la limite de 10

– par l'année civile, dans le cas contraire. Dans ce cas, la demande n'est recevable que si le montant de la taxe dont le remboursement est demandé est au moins égal à 25 euros, arrondi en plus ou en moins dans la limite de 10

Lorsque le montant de la taxe à rembourser au titre d'un trimestre civil est inférieur à 200 euros, il peut être reporté sur la (ou les) demande(s) déposée(s) au titre du (ou des) trimestre(s) suivant(s). Toutefois, s'il apparaît que le remboursement afférent au quatrième trimestre civil est inférieur à 200 euros, la somme en cause doit être considérée comme le solde d'une année civile remboursable seulement si son montant est au moins égal à 25 euros.

Lorsqu'un exposant verse des acomptes au cours de l'année N au titre de sa participation à un salon qui se déroule au cours de l'année N + 1, il est admis que cet exposant, à sa

(1) Le champ d'application du remboursement de TVA accordé en France aux assujettis établis à l'étranger (personnes et opérations concernées par le remboursement) est précisé en 2.

(2) Toutefois, le remboursement est admis lorsque ces dépenses sont supportées, pour les besoins de l'exploitation, au bénéfice de tiers.

L'assujetti étranger devra alors :

– mentionner, sur les factures délivrées par les fournisseurs français, l'identité et la qualité des bénéficiaires afin de justifier que la taxe dont le remboursement est demandé se rapporte à des dépenses engagées au bénéfice de tiers ;

– et déterminer la taxe à restituer proportionnellement au nombre de tiers lorsque ces dépenses sont supportées à la fois au bénéfice de tiers (TVA remboursable) et de dirigeants et/ou de salariés (TVA non remboursable).

demande, puisse déposer la demande de remboursement de la taxe afférente aux acomptes dans le délai applicable à la demande de remboursement de la TVA relative aux factures émises et acquittées au cours de l'année N + 1, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin de l'année N + 2.

F. Le requérant indique, à la case 9a de la demande, la nature des opérations pour lesquelles il a acquis les biens et services visés par la demande de remboursement (par exemple : participation à l'exposition internationale de à du au stand n° ; ou : transport international de marchandises).

Dans le cas où l'espace dans la case 10 est insuffisant, le requérant utilisera une feuille complémentaire. Cette feuille portera, en tête, le numéro d'identification attribué par le service indiqué ci-dessus en A, et sera attachée au formulaire de demande.

L'assujetti étranger doit par ailleurs, **obligatoirement** cocher **les cases** *b* correspondant à sa situation, à savoir :

– la première case s'il n'a réalisé en France aucune livraison de biens ni aucune prestation de services imposables à la TVA ;

– la deuxième case s'il n'a réalisé en France que des prestations de services pour lesquelles la taxe est due uniquement par le preneur au sens des articles 259 A 3°, 4° bis, 5°, 6°, et 259 B du Code Général des Impôts français ;

– la troisième case s'il n'a réalisé en France que certaines prestations de transport exonérées et certaines prestations de services accessoires à ces prestations de transport (cf § I.-J. ci-dessous) ;

– la quatrième case s'il n'a réalisé en France que des livraisons mentionnées au 2 du I de l'article 258 D du Code Général des Impôts français (simplification des opérations triangulaires) ;

– la cinquième case s'il n'a réalisé en France que des livraisons et prestations mentionnées aux 1°, 2°, 5°, 6° et 7° du I de l'article 277 A du Code Général des Impôts français.

G. Lorsque l'assujetti est établi dans un État membre de l'Union européenne, il joint à la demande de remboursement l'original de l'attestation d'assujettissement délivrée par l'Administration de l'État dans lequel il est établi. Cette attestation doit nécessairement comporter le visa et le cachet de l'administration ou du service qui l'a délivrée.

Toutefois, lorsque le service visé ci-dessus en A est déjà en possession d'une attestation, le requérant est dispensé d'en fournir une nouvelle pendant une période d'un an à compter de la date de délivrance de la première attestation, à moins qu'il ne survienne un événement remettant en cause sa qualité d'assujetti.

Par mesure de simplification, la durée de validité de l'attestation est portée à trois ans. Le bénéfice de cette mesure est toutefois subordonné à la mention du numéro d'identification intracommunautaire au cadre 3 de l'imprimé n° 3559 dès la première demande de remboursement et pour les demandes suivantes.

H. La demande est accompagnée des originaux des factures ou des documents d'importation établissant les montants de la TVA française supportée par le requérant.

I.-J. Les prestations de transport exonérées (visées en fin de rubrique 9b de la demande de remboursement) sont, notamment, les transports liés au transit, à l'exportation ou, le cas échéant, à l'importation de biens ainsi que les transports internationaux de voyageurs exonérés en application de l'article 262-II-3° à 11° du Code Général des Impôts français.

K. Si le remboursement a été obtenu de façon frauduleuse et donne lieu à des poursuites pénales, tout remboursement ultérieur sera refusé jusqu'à la décision définitive sur les pénalités encourues.

L. L'Administration française effectue les remboursements uniquement en euros.

Elle se réserve la possibilité de remboursement sous forme de chèque ou de mandat adressé au requérant.

2. ÉLÉMENTS D'INFORMATION SUR LES MODALITÉS D'APPLICATION EN FRANCE DE LA HUITIÈME DIRECTIVE 79-1072 ET DE LA TREIZIÈME DIRECTIVE 86-560 CEE QUI PRÉVOIENT LE REMBOURSEMENT DE LA TVA AUX ASSUJETTIS NON ÉTABLIS DANS LE PAYS.

A. Cette procédure spéciale de remboursement est réservée aux entreprises :

a. Qui sont établies :

- dans un État membre de l'Union européenne, autre que la France (et la principauté de Monaco) ;
- ou dans un pays tiers ou dans le territoire des autres États membres visé au 1° de l'article 256-0 du Code Général des Impôts français ;
- ou dans les départements de la Guyane ou de Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que dans les territoires français d'outre-mer ;

b. Qui, soit au cours de la période couverte par la demande de remboursement, ont réuni les deux conditions suivantes :

– **localisation, hors de France :**

• soit du siège de leur activité économique ou de l'établissement à partir duquel ont été réalisées les opérations ouvrant droit à remboursement. Toutefois, il est admis que les entreprises étrangères qui possèdent en France des établissements dont l'activité consiste uniquement à rendre des services à leur siège étranger, puissent également obtenir le remboursement de la TVA relative aux biens meubles et services acquis par les établissements en vue de leur permettre de rendre à leur siège étranger des prestations que celui-ci utilise exclusivement à la réalisation d'opérations ouvrant droit à remboursement (Voir § B et C ci-après). Pour obtenir le remboursement, l'établissement français adresse à la Direction générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un mandataire pour les entreprises de l'Union européenne, soit par l'intermédiaire d'un représentant fiscal pour les entreprises hors Union européenne le formulaire n° 3559 appuyé des pièces justificatives et annoté de la mention « Demande de remboursement présentée par l'établissement français d'un assujetti établi à l'étranger » ;

• soit de leur domicile ou résidence habituelle (à défaut de siège ou d'établissement) :

– **non-réalisation de livraisons de biens en France ou de prestations de services dont le lieu d'imposition est situé en France.**

B. Les assujettis établis dans un État membre de l'Union européenne, autre que la France, peuvent demander le remboursement de la TVA ayant grevé les services qui leur ont été rendus ou les biens meubles qu'ils ont acquis ou importés en France, au cours de la période prévue, titre 1, paragraphe E ci-dessus (trimestre ou année civile), pour la réalisation ou pour les besoins des opérations désignées ci-après et matérialisées au cadre 9b de la demande n° 3559 :

– opérations dont le lieu d'imposition se situe à l'étranger (cf. art. 258 A et 259 à 259 C du Code Général des Impôts français), mais qui ouvriraient droit à déduction si ce lieu était situé en France ;

– prestations dont le lieu d'imposition est réputé ne pas être situé en France : opérations de transport visées ci-dessus au titre 1, paragraphe I.-J, auxquelles s'ajoutent les prestations exonérées accessoires à ceux de ces transports portant sur les biens ; prestations désignées aux articles 259 A 3°, 4° bis, 5°, 6° et 259 B du Code Général des Impôts français pour lesquelles la taxe est due par le bénéficiaire assujetti établi en France ;

– livraisons mentionnées au 2° du I de l'article 258 D du Code Général des Impôts français pour lesquelles la taxe est due par le destinataire en application du 2^{ter} du même article ;

– livraisons et prestations mentionnées aux 1°, 2°, 5°, 6° et 7° du I de l'article 277 A du Code Général des Impôts français.

C. Les assujettis, établis dans un pays tiers, peuvent demander le remboursement de la taxe ayant grevé les biens meubles qu'ils ont acquis ou importés en France et les services qui leur sont rendus au cours de la période prévue, titre 1, paragraphe E ci-dessus (trimestre ou année civile) pour la réalisation ou pour les besoins des opérations ci-après :

– commercialisation en France de leurs produits impossibles mais dont, par ailleurs, ils n'effectuent pas la livraison dans ce pays ;

– prestations dont le lieu d'imposition est réputé ne pas être situé en France (opérations de transport visées ci-dessus au titre 1, paragraphe I.-J, auxquelles s'ajoutent les prestations exonérées accessoires à ceux de ces transports portant sur des biens ; prestations désignées à l'article 259 B du Code Général des Impôts français pour lesquelles la taxe est due par le bénéficiaire assujetti établi en France).

Pour bénéficier de la procédure spéciale de remboursement, les assujettis établis dans un pays tiers doivent désigner un **représentant assujetti établi en France et agréé** par le service désigné ci-dessus, titre 1, paragraphe A. Ce représentant peut être tenu de présenter une caution. **Les assujettis établis dans un pays tiers n'ont pas à présenter d'attestation d'assujettissement.**

Ce régime s'applique également aux assujettis établis dans les territoires français d'outre-mer et dans les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. Les assujettis établis dans un État membre de l'Union européenne peuvent, soit présenter eux-mêmes leur demande de remboursement, soit la faire présenter par une tierce personne (organisation professionnelle notamment) qui devra justifier, conformément aux dispositions de l'article R.* 197-4 du Livre des procédures fiscales du Code Général des Impôts français, d'un mandat régulier. (Le mandat doit, à peine de nullité, être produit en même temps que l'acte qu'il autorise ou enregistré avant l'exécution de cet acte).

E. La TVA ne peut donner lieu à remboursement lorsqu'elle porte sur les biens et services exclus du droit à déduction.

Il en est ainsi notamment (**liste non exhaustive**) de la taxe afférente :

– aux biens et services qui ne sont pas nécessaires aux besoins de l'exploitation ;

– aux frais de logement ou d'hébergement, de réception, de restaurant, de spectacles engagés par les assujettis étrangers au bénéfice de leurs dirigeants et/ou salariés (2) ;

– aux transports de personnes et aux opérations accessoires à ces transports. Toutefois, l'exclusion ne concerne pas les transports qui sont réalisés, soit pour le compte d'une entreprise de transports publics de voyageurs, soit en vertu d'un contrat permanent de transport conclu par les entreprises pour amener leur personnel sur les lieux de travail ;

– aux carburants et lubrifiants d'origine pétrolière qui ne sont pas livrés ou vendus en l'état ou sous forme d'autres produits pétroliers [notamment carburant utilisé par les entreprises pour la réalisation de transports] (3) ;

– aux biens cédés sans rémunération ou moyennant une rémunération très inférieure à leur prix normal, sauf s'il s'agit de biens de très faible valeur ;

– aux services de toute nature afférents à des biens, produits ou marchandises exclus du droit à déduction. Il en est ainsi notamment de la réparation de véhicules de transport de personnes constituant une immobilisation, à l'exception de celle portant sur des véhicules acquis par les entreprises de transports publics de voyageurs (chauffeurs de taxi notamment) et affectés de façon exclusive à la réalisation desdits transports.

Par ailleurs, lorsqu'ils exercent une activité pour laquelle le droit à déduction comporte des limitations, les assujettis étrangers sont soumis à ces limitations. Ainsi les organisateurs de circuits touristiques et les agences de voyages établis dans un autre État membre ne peuvent pas obtenir le remboursement de la taxe afférente au prix payé en France aux entrepreneurs de transport, aux hôteliers, aux restaurateurs, aux entrepreneurs de spectacles et aux autres assujettis qui exécutent matériellement les services utilisés par le client.

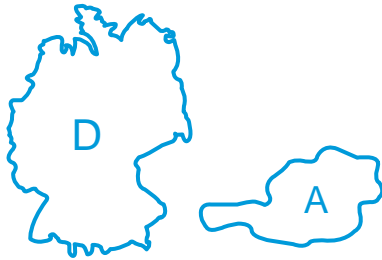
F. La TVA ayant grevé l'acquisition d'un immeuble situé en France ne peut pas faire l'objet d'un remboursement selon la procédure spéciale d'application de la huitième directive.

(3) Toutefois, la TVA facturée est déductible (donc remboursable) :

– lorsqu'elle a été payée sur les acquisitions de gazole ou de gaz de pétrole liquéfié (GPL) utilisé comme carburant routier désignés respectivement au tableau B de l'article 265 du Code français des douanes sous le numéro de tarif douanier 27-10 C1c, indice d'identification 19 et 27-11 B1c indice d'identification 3 ;

– le gazole ou le gaz de pétrole liquéfié est exclusivement utilisé pour les besoins directs de l'activité professionnelle de l'entreprise de l'assujetti non établi dans le territoire fiscal français (dès lors, par exemple, pas de droit à remboursement pour le gazole ou le GPL acquis pour les besoins des déplacements personnels des dirigeants ou employés de l'entreprise).

La TVA afférente aux importations, livraisons et achats de gazole ou de GPL utilisés pour la réalisation de transports internationaux ainsi qu'aux services portant sur les mêmes produits utilisés aux mêmes fins est déductible.



1. ANGABEN ZUM AUSFÜLLEN DER RÜCKERSTATTUNGSANTRÄGE (1)

A. Der Antrag ist in einfacher Ausfertigung bei der Direction générale des Impôts (Generaldirektion Steuern), Service de remboursement de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02, einzureichen.

Der Antrag ist wie folgt zu stellen:

a. wenn der Steuerpflichtige in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union mit Ausnahme Frankreichs ansässig ist, anhand des Formulars des Staates, wo er ansässig ist; er kann jedoch ebenfalls das französische Formular (Vordruck Nr. 3559) verwenden;

b. wenn der Steuerpflichtige in einem Drittland ansässig ist, anhand des französischen Formulars (Vordruck Nr. 3559).

Die verschiedenen Spalten des gewählten Formulars sind zwangsläufig in französischer Sprache auszufüllen, auch bei Verwendung eines in einer Fremdsprache ausgefertigten Formulars aus einem anderen Mitgliedstaat der Gemeinschaft. Ab dem 1. Januar 2002 müssen die Beträge, deren Rückerstattung beantragt wird, in Euro angegeben werden (Feld 5) und erfolgt die Zahlung ebenfalls in Euro (Feld 7).

B. Der Antrag ist mit der Schreibmaschine oder in Druckschrift auszufüllen.

Der Antrag kann im Laufe des dem Kalenderquartal folgenden Monats (für die vierteljährlichen Anträge) oder im Laufe des Monats Januar (für die jährlichen Anträge) eingereicht werden; in allen Fällen jedoch spätestens am 30. Juni des Jahres, das demjenigen folgt, auf das sich der Antrag bezieht (Für die Bestimmung des Zeitraums – Quartal oder Jahr – auf den sich der Rückerstattungsantrag beziehen kann, siehe nachstehenden Absatz E).

C.-D. War schon vorher ein anderer Antrag eingereicht, so ist die von der unter A angegebenen Dienststelle erteilte Steueridentifizierungsnummer in das umrandete Feld, das sich oben auf dem Antragsformular befindet, einzutragen.

E. Der Antrag hat sich auf Güter oder Dienstleistungen zu beziehen, die in Frankreich im Laufe einer der folgenden Zeiträume erworben bzw. eingeführt wurden:

– im Laufe eines **Kalenderquartals**, wenn die beantragte Steuerrückerstattung mindestens **200 Euro mit Auf- oder Abrundung von höchstens 10 % beträgt**;

– andernfalls, im Laufe eines **Kalenderjahres**. Dieser jährliche Antrag ist jedoch nur zulässig, wenn die rückzahlende Summe mindestens **25 Euro mit Auf- oder Abrundung von höchstens 10 % beträgt**.

Sollte die rückzahlende Summe für ein Kalenderquartal weniger als **200 Euro** betragen, dann kann sie auf den (oder die) Antr(ä)g(e) für das (oder die) folgende(n) Vierteljahr(e) übertragen werden. Sollte es sich jedoch herausstellen, daß die Rückerstattung des vierten Kalenderquartals weniger als **200 Euro** beträgt, dann muß die in Betracht kommende Summe als Saldo für ein volles Jahr angesehen werden; diese Summe kann nur rückerstattet werden, wenn sie mindestens **25 Euro** beträgt;

Wenn ein Aussteller während des Jahres N aufgrund seiner Teilnahme an einer im Jahre N + 1 stattfindenden Messe Anzahlungen leistet, ist es zulässig, daß dieser Aussteller auf sein Ersuchen innerhalb der auf den Mehrwertsteuer-Erstattungsantrag für die im Jahre N + 1, ausgestellten und

(1) Der Geltungsbereich im Hinblick auf die Rückerstattung der Mehrwertsteuer, die in Frankreich den im Ausland ansässigen, beschränkt Steuerpflichtigen gewährt wird (Personen und Umsätze, für die ein Anspruch auf Rückerstattung besteht), ist unter Ziffer 2 mit Genauigkeit angegeben.

(2) Die Rückerstattung ist jedoch zulässig, wenn diese Aufwendungen im Rahmen der betrieblichen Notwendigkeit für Dritte erbracht worden sind. Der ausländische Mehrwertsteuerpflichtige muß dann:

– auf den von den französischen Lieferanten ausgestellten Rechnungen Namen und Eigenschaft der Begünstigten anführen, um die Tatsache zu rechtfertigen, daß die Steuer, deren Rückerstattung beantragt wird, sich auf für Dritte getätigte Ausgaben bezieht;

– und die rückzuerstattende Steuer proportional zur Anzahl der Dritten ermitteln, wenn diese Aufwendungen teils für Dritte (Mehrwertsteuer rückzahlbar), teils für leitende und sonstige Unternehmensangestellte (Mehrwertsteuer nicht rückzahlbar) getätigt worden sind.

beglichenen Rechnungen anwendbaren Frist, d.h. bis 30. Juni des Jahres N + 2 einen Antrag auf Erstattung der mit den Anzahlungen verbundenen Steuer stellt.

F. Im Feld 9a des Antrags hat der Antragsteller die Art der Vorgänge, für deren Zweck er die Güter bzw. Dienstleistungen erworben hat, anzugeben, auf die sich der Rückerstattungsantrag bezieht (z.B. Teilnahme an der internationalen Ausstellung in , vom bis zum....., Stand Nr..... oder grenzüberschreitender Güterverkehr).

Sollte der Raum im Feld 10 nicht ausreichend sein, so ist vom Antragsteller ein zusätzliches Blatt zu verwenden. Die Überschrift dieses Blattes muß die von der unter Ziffer A angegebenen Behörde erteilte Identifizierungsnummer beinhalten; das Blatt ist an den Antrag anzuhäften.

Im übrigen hat der ausländische Steuerpflichtige, von den 5 Feldern 9b das zutreffende anzukreuzen nämlich:

– das erste Feld, wenn er keine Güterlieferungen und keine Dienstleistungen, die der Mehrwertsteuer unterliegen, in Frankreich durchgeführt hat;

– das zweite Feld, wenn er in Frankreich nur Dienstleistungen erbracht hat, wofür die Steuer ausschließlich vom Empfänger im Sinne der Artikel 259 A 3°, 4° bis, 5°, 6° und 259 B des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») zu zahlen ist;

– das dritte Feld, wenn er nur bestimmte befreite Beförderungsleistungen und bestimmte Dienstleistungen, die einen Zusatz zu den genannten Beförderungsleistungen darstellen, in Frankreich erbracht hat (siehe nachstehende Absätze I und J);

– das vierte Feld, wenn er in Frankreich nur Lieferungen ausgeführt hat, die in Artikel 258 D, Abs. I, Unterabs. 2 des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») bezeichnet sind (Vereinfachung der Dreiecksgeschäfte).

– das fünfte Feld, wenn er in Frankreich nur Lieferungen und Leistungen getätigt hat, die in Artikel 277 A, Abs. I, Unterabs. 1°, 2°, 5°, 6° und 7° des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») bezeichnet sind.

G. Wenn der Steuerpflichtige in einem Mitgliedstaat der Gemeinschaft ansässig ist, hat er dem Antrag das **original der Steuerpflichtbescheinigung** beizufügen, die ihm von der Behörde des Staates, in dem er ansässig ist, erteilt wird. Diese Bescheinigung muß auf jeden Fall den Sichtvermerk und den Stempel der ausstellenden Behörde tragen.

Sollte jedoch die unter A angegebene Behörde schon im Besitz einer solchen Bescheinigung sein, dann hat der Antragsteller keine neue einzureichen und zwar über ein ganzes Jahr, beginnend mit dem Tag, an dem die erste Bescheinigung ausgestellt wurde, es sei denn, daß ein Zwischenfall die Eigenschaft des Betroffenen als Steuerpflichtiger in Frage stellt.

Zur Vereinfachung wird die Gültigkeitsdauer der Bescheinigung auf drei Jahre angesetzt, vorausgesetzt, daß die innergemeinschaftliche Mehrwertsteuer-Identifikationsnummer ab dem ersten Erstattungsantrag und bei allen folgenden Anträgen im Feld 3 des Vordruckes Nr. 3559 angeführt wird.

H. Die Rechnungen und Zollunterlagen, die die Beträge der vom Antragsteller getragenen französischen Mehrwertsteuer ausweisen, sind im Original dem Antrag beizufügen.

I.-J. Für die befreiten Beförderungsleistungen (wie sie am Ende der Spalte 9 b des Rückerstattungsantrags angegeben sind) sind insbesondere die Leistungen, die sich auf Gegenstände der Durchfuhr, der Ausfuhr oder der Einfuhr beziehen, sowie die grenzüberschreitenden Beförderungen von Personen, die aufgrund des Artikels 262 II-8° bis 11° des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») steuerfrei sind, zu nennen.

K. Sollte die Rückerstattung durch betrügerische Vorgänge erlangt worden sein und zu straflicher Verfolgung führen, so wird jegliche spätere Rückzahlung verweigert und das bis zur endgültigen Entscheidung über die verwirkten Geldstrafen.

L. Die französische Verwaltung zahlt die Erstattungsbeiträge ausschließlich in Euro.

Sie behält sich die Möglichkeit der Erstattung per Scheck oder Zahlungsanweisung an den Antragsteller vor.

2. ANGABEN ÜBER DIE ANWENDUNGSMODALITÄTEN IN FRANKREICH DER 8. EG-RICHTLINIE 79-1072 UND DER 13. EG-RICHTLINIE 86-560, DIE DIE RÜCKERSTATTUNG DER MEHRWERTSTEUER AN DIE IM AUSLAND ANSÄSSIGEN STEUERPFLICHTIGEN VORSEHEN.

A. Erstattungsberechtigt sind im Rahmen dieses Sonderverfahrens nur:

a. Die Unternehmen, die:
– in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, mit Ausnahme Frankreichs (und des Fürstentums Monaco); oder
– in einem Drittland oder auf dem Hoheitsgebiet der anderen Mitgliedstaaten in Sinne von Artikel 256-0, 1° des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts »); oder
– in den Departements Guyana oder Saint-Pierre-et-Miquelon, sowie in den französischen Überseegebieten ansässig sind;

b. Die Unternehmen, die im Laufe des Zeitraums, auf den sich der Rückerstattungsantrag bezieht, zugleich:
– den Sitz ihrer wirtschaftlichen Tätigkeit oder der Betriebsstätte, von wo aus die den Erstattungsanspruch begründenden Umsätze verwirklicht wurden, oder
mangels eines Sitzes oder einer Betriebsstätte ihren Wohnsitz bzw. gewöhnlichen Aufenthaltsort außerhalb Frankreichs haben.

Für die ausländischen Unternehmen, die in Frankreich Betriebsstätten besitzen, deren ausschließliche Tätigkeit darin besteht, Dienstleistungen zugunsten ihres im Ausland befindlichen Sitzes zu erbringen, kann jedoch die Erstattung der Mehrwertsteuer gewährt werden, die die beweglichen Güter und die Dienste belastet, welche die Betriebsstätten zur Erbringung bestimmter Leistungen zugunsten ihres im Ausland befindlichen Sitzes erworben haben, vorausgesetzt, daß er sie ausschließlich zur Ausführung von Umsätzen verwendet, die einen Erstattungsanspruch begründen. (Siehe nachstehende Absätze B und C). Um die Rückerstattung zu erlangen, hat die französische Betriebsstätte einen Antrag anhand des Vordrucks Nr. 3559 entweder direkt oder durch einen Vollmachtshaber für die innerhalb der Europäischen Union ansässigen Unternehmen oder durch einen in Steuersachen zuständigen Vertreter für die ausserhalb der Europäischen Union ansässigen Unternehmen an die Direction Générale des Impôts (Generaldirektion Steuern), Service de remboursement de TVA, zu senden. Die nötigen Unterlagen sind dem Vordruck beizufügen, der mit folgendem Vermerk versehen sein muß: » Demande de remboursement présentée par l'établissement français d'un assujéti établi à l'étranger « (Rückerstattungsantrag der französischen Betriebsstätte eines im Ausland ansässigen Steuerpflichtigen);

– keine Güterlieferungen in Frankreich oder Dienstleistungen, deren Besteuerungsort sich in Frankreich befindet, durchgeführt haben.

B. Die Steuerpflichtigen, die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union mit Ausnahme Frankreichs ansässig sind, können die Rückerstattung der Mehrwertsteuer beantragen, die die im Laufe des oben unter Ziffer 1, Absatz E genannten Zeitraums (Quartal oder Jahr) zur Ausführung oder zum Zwecke bestimmter Umsätze zu ihren Gunsten geleisteten Dienste oder in Frankreich erworbenen bzw. eingeführten beweglichen Güter belastet. Das gilt für folgende, im umrandeten Feld 9b des Vordrucks Nr. 3559 bezeichnete Umsätze:

– Umsätze, deren Besteuerungsort sich im Ausland befindet [siehe Artikel 258 A und 259 bis 259 C des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts »)], bei denen aber das Abzugsverfahren zulässig wäre, wenn sich dieser Ort in Frankreich befunden hätte;

– Dienstleistungen, deren Besteuerungsort als außerhalb Frankreichs gelegen gilt: die oben unter Ziffer 1, Absatz I-J bezeichneten Beförderungsleistungen, zuzüglich der befreiten Nebenleistungen, die einen Zusatz zu den genannten Güterbeförderungen darstellen; die Dienstleistungen gemäß Artikel 259 A 3°, 4° bis, 5°, 6° und 259 B des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts »), wofür die Steuer von dem in Frankreich ansässigen steuerpflichtigen Empfänger zu zahlen ist;

– Lieferungen, die in Artikel 258 D. Abs. I, Unterabs. 2 des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») bezeichnet sind und wofür die Steuer aufgrund dieses Artikels (Abs. 2 ter) vom Empfänger zu zahlen ist.

– Lieferungen und Leistungen, die in Artikel 277 A, Abs. I, Unterabs. 1°, 2°, 5°, 6°, und 7° des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») bezeichnet sind.

C. Die in einem Drittland ansässigen Steuerpflichtigen können die Rückerstattung der Mehrwertsteuer beantragen, die die im Laufe des oben unter Ziffer 1, Absatz E genannten Zeitraums (Quartal oder Jahr) zur Ausführung oder zum Zwecke nachstehender Umsätze zu ihren Gunsten geleisteten Dienste oder in Frankreich erworbenen bzw. eingeführten beweglichen Güter belastet:

– Vertrieb in Frankreich ihrer steuerpflichtigen Produkte, die sie jedoch nicht in dieses Land ausliefern;

– Dienstleistungen, deren Besteuerungsort als außerhalb Frankreichs gelegen gilt: die oben unter Ziffer 1, Absatz I.-J. bezeichneten Beförderungsleistungen, zuzüglich der befreiten Nebenleistungen, die einen Zusatz zu den genannten Güterbeförderungen darstellen; die Dienstleistungen gemäß Artikel 259 B des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») wofür die Steuer von dem in Frankreich ansässigen steuerpflichtigen Empfänger zu zahlen ist.

Um das Sonderverfahren ausnützen zu können, müssen die in einem Drittland ansässigen Steuerpflichtigen einen in Frankreich ansässigen Steuerpflichtigen als Vertreter benennen: der letztere muß von der oben unter Ziffer 1, Absatz A erwähnten Behörde genehmigt sein. Dieser Vertreter kann verpflichtet werden, einen Bürgen zu stellen. Die in einem Drittland ansässigen Steuerpflichtigen brauchen keine Steuerpflichtbescheinigung vorzulegen.

Dieses Verfahren gilt ebenfalls für die in den französischen Überseegebieten und in den Gebietskörperschaften Mayotte und Saint-Pierre-et-Miquelon ansässigen Steuerpflichtigen.

D. Die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ansässigen Steuerpflichtigen können ihren Rückerstattungsantrag entweder selbst einreichen oder einen Dritten (insbesondere eine berufliche Organisation) damit beauftragen, wobei der letztere – gemäß den Bestimmungen des Artikels R.* 197-4 der Verfahrensordnung des französischen Steuergesetzbuches (« Code Général des Impôts ») (Livre des procédures fiscales du Code Général des Impôts) über eine ordentliche Vollmacht verfügen muß. (Die Vollmacht ist bei Strafe der Nichtigkeit zum Zeitpunkt der dadurch berechtigten Handlung vorzulegen bzw. vor Ausführung der Handlung eintragen zu lassen.)

E. Die Mehrwertsteuer ist nicht rückzahlbar, wenn sie sich auf Güter bzw. Dienstleistungen bezieht, für die kein Anspruch auf Abzug besteht.

Dies gilt in den folgenden Fällen (die nachstehende Liste ist keineswegs vollständig) insbesondere für:

– die Güter und Dienstleistungen, die für den Betrieb nicht erforderlich sind;

– die Aufwendungen für Wohnung bzw. Unterkunft, für Empfänger, Bewirtung und Unterhaltung, die ausländische Mehrwertsteuerpflichtige für ihre leitenden und sonstigen Unternehmensangestellten übernehmen (2);

– die Beförderungen von Personen und die damit verbundenen Nebenleistungen. Abzugsfähig ist jedoch die Mehrwertsteuer in bezug auf die Beförderungsleistungen, die für ein öffentliches Personenverkehrsunternehmen oder auf Grund eines dauerhaften, von den Betrieben für die Beförderung ihres Personals zur Arbeitsstätte abgeschlossen Transportvertrags ausgeführt werden (3);

– die ohne Entgelt oder gegen ein Entgelt, das weiter unter ihrem üblichen Preis liegt, abgegebenen Güter, es sei denn, daß es sich um Güter von geringem Wert handelt;

– die Dienstleistungen jeglicher Art, die sich auf Güter, Produkte oder Waren, für die kein Anspruch auf Abzug besteht, beziehen. Das gilt insbesondere für die einen Stillstand erfordernden Reparaturen von Personenbeförderungsfahrzeugen, mit Ausnahme der Reparatur derjenigen Fahrzeuge, die von Personenverkehrsunternehmen (insbesondere Taxifahrer) erworben wurden und die ausschließlich für die Ausführung derartiger Beförderungsleistungen verwendet werden.

Darüber hinaus bestehen Beschränkungen für die ausländischen Steuerpflichtigen, die eine Tätigkeit ausüben, wofür die Abzugsfähigkeit derartige Beschränkungen beinhaltet. So haben die Veranstalter von Touren und die Reiseagenturen, die einem anderen Mitgliedstaat ansässig sind, kein Anrecht auf Rückerstattung der Mehrwertsteuer, die sich auf Beträge bezieht, die in Frankreich an Verkehrsunternehmen, Hotels, Restaurants, Schauspielveranstalter und andere Steuerpflichtige, welche die materielle Ausführung der an den Kunden erbrachten Dienstleistungen übernehmen, bezahlt wurden.

F. Im Rahmen des Sonderverfahrens zur Anwendung der 8. Richtlinie besteht kein Rückerstattungsanspruch für die Mehrwertsteuer, die den Erwerb eines in Frankreich befindlichen, unbeweglichen Gutes belastet.

(3) Die angerechnete Mehrwertsteuer ist jedoch abzugsfähig (daher rückzahlbar), wenn:

– sie für den Erwerb von als Straßenverkehrstreifstoff verbrauchtem, in der Tabelle B des Artikels 265 der französischen Zollordnung unter der Tarifnummer 27.10 C1e, Identifizierungsindex 19 bzw. 27-11 B1e Identifizierungsindex 3 bezeichnetem Gasöl oder Flüssiggas gezahlt wurde;

– das Gasöl oder das Flüssiggas ausschließlich und unmittelbar zur Ausübung der geschäftlichen Tätigkeit des Unternehmens des nicht auf dem französischen Steuergebiet ansässigen Steuerpflichtigen benutzt wurde (das bedeutet u.a. keinen Rückerstattungsanspruch für Gasöl oder Flüssiggas, das für Privatreisen der leitenden und sonstigen Unternehmensangestellten erworben wurde);

Die auf Einfuhr, Lieferung und Erwerb von Gasöl oder Flüssiggas für internationale Transporte sowie auf Dienstleistungen in Verbindung mit den gleichen, für die gleichen Zwecke eingesetzten Produkte zu entrichtende Mehrwertsteuer ist abzugsfähig.



1. ELEMENTI D'INFORMAZIONE PER COMPILARE LA DOMANDA DI RIMBORSO (1)

A. La domanda deve essere presentata, in semplice copia, alla Direction Générale des Impôts, Service de remboursements de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Deve essere sottoscritta :

a. Quando il soggetto passivo è residente in uno Stato membro dell'Unione europea diverso dalla Francia, su formulario dello Stato nel quale l'interessato è residente o, a sua preferenza, su formulario francese (**modulo n° 3559**);

b. Quando il soggetto passivo è residente in un paese terzo, su formulario francese (**modulo n° 3559**).

Le diverse voci del formulario utilizzato devono essere obbligatoriamente compilate in francese, anche se si fa uso del formulario, in lingua straniera, di uno Stato membro diverso dalla Francia. A decorrere dal 1° gennaio 2002, gli importi di cui si richiede il rimborso saranno obbligatoriamente indicati in euro (casella 5) ed il pagamento sarà eseguito in euro (casella 7).

B. La domanda deve essere dattiloscritta o scritta in stampatello.

Può essere presentata durante il mese che segue il periodo di tre mesi (domanda trimestrale) o durante il mese di gennaio (domanda annuale) e comunque entro e non oltre il 30 giugno dell'anno seguente quello riferito nella domanda (per la determinazione del periodo - trimestrale o annuale - al quale la richiesta di rimborso fa riferimento, vedere lettera E).

C.-D. Se è stata presentata una precedente domanda, il numero di codice fiscale attribuito dall'ufficio indicato alla precedente lettera A deve essere riportato nel riquadro in alto della domanda.

E. La domanda deve far riferimento a beni o servizi acquistati o importati in Francia durante il periodo costituito da :

- **tre mesi solari**, quando l'importo dell'imposta a cui si riferisce la domanda di rimborso è uguale o superiore a **200 euro arrotondato in eccesso o in difetto nel limite del 10 %**.

- **l'anno solare**, nel caso contrario. In questo caso, la domanda è accettata solo se l'importo dell'imposta a cui si riferisce il rimborso è uguale o superiore a **25 euro arrotondato in eccesso o in difetto nel limite del 10 %**.

Se l'importo dell'imposta da rimborsare, relativo a un trimestre solare, è inferiore a **200 euro**, può essere riportato sulla (sulle) domanda(e) deposita(e) per il (i) trimestre(i) successivo(i). Tuttavia, se il rimborso relativo al quarto trimestre solare è inferiore a **200 euro**, la somma corrispondente deve essere considerata come saldo di un anno solare, rimborsabile solo se il suo importo è uguale o superiore a **25 euro**.

Qualora un espositore versi degli acconti l'anno N per la sua partecipazione ad un salone che si svolge l'anno N + 1, è ammesso che tale espositore, a sua richiesta, possa presentare la domanda di rimborso dell'imposta corrispondente a detti acconti entro la scadenza del termine previsto per la

(1) Il campo di applicazione del rimborso dell'IVA concesso in Francia ai soggetti passivi residenti all'estero (persone e operazioni interessate dal rimborso) è precisato al titolo 2.

(2) Il rimborso è però ammesso quando le spese sono sostenute, per le necessità dell'azienda, a favore di terzi. Il soggetto passivo straniero dovrà in tal caso :

- indicare, sulle fatture rilasciate dai fornitori francesi, l'identità e la qualità dei beneficiari al fine di attestare che l'imposta di cui si richiede il rimborso corrisponde a delle spese sostenute a favore di terzi, e
- determinare l'importo dell'imposta da restituire, in proporzione al numero di terzi, quando tali spese sono sostenute sia a favore di terzi (IVA rimborsabile) che di dirigenti e/o dipendenti (IVA non rimborsabile).

domanda di rimborso dell'IVA relativa alle fatture emesse e pagate nell'anno N + 1, ossia entro il 30 giugno dell'anno N + 2.

F. Il richiedente deve indicare, nella casella 9a della domanda, la natura delle operazioni per le quali ha acquistato i beni e servizi menzionati nella domanda di rimborso (per esempio : partecipazione alla fiera internazionale di..... a dal al, stand n°, o trasporto internazionale di merci).

In mancanza di spazio, alla voce 10, il richiedente deve utilizzare un foglio aggiuntivo. Tale foglio deve indicare, nella parte superiore, il numero di codice fiscale attribuito dall'ufficio di cui alla lettera A ed essere allegato alla domanda.

Il soggetto passivo cittadino straniero deve inoltre obbligatoriamente segnare una delle **cinque caselle** in 9 b corrispondente alla propria situazione, ossia:

- la prima, se non ha effettuato in Francia nessuna cessione di beni o prestazione di servizi soggetta all'IVA;

- la seconda, se ha unicamente effettuato in Francia prestazioni di servizi per le quali l'IVA è dovuta esclusivamente dal beneficiario a norma degli articoli 259 A 3° - 4° bis - 5° - 6° e 259 B del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »);

- la terza, se ha unicamente effettuato in Francia alcune prestazioni di trasporto con diritto di esonero e alcune prestazioni di servizi accessorie a tali prestazioni di trasporto (Ved. & I.J.);

- la quarta, se ha unicamente effettuato in Francia cessioni di cui all'articolo 258 D I-2 del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts ») (operazioni triangolari semplificate);

- la quinta, se ha unicamente effettuato in Francia cessioni e prestazioni di cui all'articolo 277 A I-1° - 2° - 5° - 6° - 7° del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »).

G. Se il soggetto passivo è residente in uno Stato membro dell'Unione europea deve allegare all'esemplare originale della domanda di rimborso un attestato della sua qualità di soggetto passivo, rilasciato dalle autorità dello Stato in cui risiede. Questo attestato deve necessariamente comportare il visto e il timbro dell'amministrazione o del servizio che lo ha rilasciato.

Tuttavia, qualora l'ufficio indicato alla lettera A sia già in possesso di tale attestato, il richiedente non è tenuto a presentarne uno nuovo per la durata di un anno a decorrere dalla data del rilascio del primo attestato, a meno che non subentrino fatti che rimettano in causa la sua qualità di soggetto passivo.

Per misura di semplificazione, la durata di validità di detto attestato è portata a tre anni, con riserva che sia indicato il numero di identificazione intracomunitario nella casella n. 3 del modulo n° 3559, tanto nella prima domanda di rimborso quanto nelle domande successive.

H. Alla domanda devono essere allegati gli originali delle fatture o dei documenti d'importazione che stabiliscono gli importi dell'imposta sul valore aggiunto francese assolti dal richiedente.

I.-J. Le prestazioni di trasporto esonerate (di cui alla fine della voce 9b della domanda di rimborso) s'intendono anche per i trasporti relativi al transito, all'esportazione o, eventualmente, all'importazione di beni, e per i trasporti internazionali di viaggiatori, esonerati a norma dell'articolo 262 II-8° a 11° del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »).

K. Se il rimborso è stato ottenuto con frode e dà luogo a un'azione penale, ogni ulteriore rimborso sarà sospeso fino a decisione definitiva sulle penalità pendenti.

L. L'Amministrazione francese esegue i rimborsi unicamente in euro.

Essa si riserva la facoltà di effettuare il rimborso a mezzo assegno o vaglia indirizzato al richiedente.

2. ELEMENTI D'INFORMAZIONE SULLE MODALITÀ DI APPLICAZIONE IN FRANCIA DELL'OTTAVA DIRETTIVA 79/1072 E DELLA TREDICESIMA DIRETTIVA 86/560 CEE CHE PREVEDONO IL RIMBORSO DELL'IVA AI SOGGETTI PASSIVI NON RESIDENTI NEL PAESE.

A. Questa procedura speciale di rimborso si applica solo alle imprese :

a. che sono residenti :

– in uno Stato membro dell’Unione europea, diverso dalla Francia (e dal principato di Monaco);

– in un paese terzo o nel territorio degli altri Stati membri ai sensi dell’articolo 256-0 1° del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »); o

– nei « dipartimenti » della Guiana o di Saint-Pierre-et-Miquelon e nei territori francesi d’oltremare;

b. che, per il periodo a cui si riferisce la domanda di rimborso, hanno soddisfatto le due condizioni seguenti :

– ubicazione fuori dalla Francia :

• della sede della loro attività economica o dello stabilimento a partire dal quale sono state effettuate le operazioni che danno diritto al rimborso. Tuttavia è ammesso che le imprese estere, le quali possiedono in Francia stabilimenti la cui attività consiste solo nel fornire servizi alla loro sede estera, possono anche ottenere il rimborso dell’IVA relativa ai beni mobili e ai servizi acquistati dagli stabilimenti allo scopo di permettere loro di prestare a favore della sede estera servizi che quest’ultima utilizza esclusivamente per l’effettuazione di operazioni che danno diritto al rimborso. (Ved. § B e C seguenti). Per ottenere il rimborso, lo stabilimento francese deve indirizzare alla « Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, » direttamente o tramite un mandatario per le imprese dell’Unione europea o un rappresentante fiscale per le imprese al di fuori dell’Unione europea, il modello n° 3559 accompagnato dai documenti giustificativi e completato dalla menzione « Demande de remboursement présentée par l’établissement français d’un assujetti établi à l’étranger ». (Domanda di rimborso presentata dal centro di attività stabile francese di un soggetto passivo stabilito all’estero).

• o del loro domicilio o del loro luogo di residenza abituale (in mancanza di sede o di centro di attività stabile);

– non realizzazione di cessioni di beni in Francia o di prestazioni di servizi il cui luogo d’imposizione è situato in Francia.

B. I soggetti passivi residenti in uno Stato membro dell’Unione europea diverso dalla Francia, possono chiedere il rimborso dell’imposta sul valore aggiunto relativa ai servizi che sono stati loro prestati o ai beni mobili che loro hanno acquistato o importato in Francia nel corso del periodo di cui al § E sopra (trimestre o anno solare), per la realizzazione o per le necessità delle operazioni seguenti di cui alla voce 9b della domanda di rimborso n° 3559 :

– operazioni il cui luogo d’imposizione è situato all’estero (ved. articoli 258 A e 259 A a 259 C del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts ») e che darebbero diritto alla detrazione se tale luogo fosse situato in Francia;

– prestazioni il cui luogo d’imposizione è ritenuto non essere situato in Francia: operazioni di trasporto soprammentate in I.-J., alle quali si aggiungono le prestazioni esonerate, accessorie a quei trasporti che sono relativi ai beni: prestazioni di cui agli articoli 259 A 3°, 4 bis – 5° – 6° e 259 B del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »), per le quali l’imposta è dovuta dal soggetto passivo beneficiario residente in Francia;

– cessioni di cui all’articolo 258 D I-2 del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts ») per le quali l’imposta è dovuta dal destinatario in applicazione del 2° ter dello stesso articolo.

– cessioni e prestazioni di cui all’articolo 277 A I-1° – 2° – 5° – 6° – 7° del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »).

C. I soggetti passivi residenti in un paese terzo possono chiedere il rimborso dell’imposta relativa ai beni mobili che hanno acquistato o importato in Francia e ai servizi che sono stati loro prestati nel corso del periodo di cui al titolo I § E sopra (trimestre o anno solare), per la realizzazione o per le necessità delle operazioni seguenti :

– commercializzazione in Francia dei loro prodotti imponibili, di cui però non effettuano la cessione in questo paese;

– prestazioni il cui luogo d’imposizione è ritenuto non essere situato in Francia (operazioni di trasporto di cui al titolo I, § I.-J. sopra, alle quali si aggiungono le prestazioni esonerate, accessorie a quei trasporti che sono relativi a beni; prestazioni di cui all’articolo 259 B del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »), per le quali l’imposta è dovuta dal soggetto passivo beneficiario residente in Francia).

Per usufruire della procedura speciale di rimborso, i soggetti passivi residenti in un paese terzo devono designare un rappresentante che sia **soggetto passivo residente in Francia e riconosciuto dall’ufficio soprammentonato al titolo I, § A.** Tale rappresentante può essere tenuto a depositare una cauzione. **I soggetti passivi residenti in un paese terzo non sono tenuti a presentare l’attestato della qualità di soggetto passivo.**

Tale regime si applica anche ai soggetti passivi residenti nei territori francesi d’oltremare e nelle « collectivités territoriales » di Mayotte e Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. I soggetti passivi residenti in uno Stato membro dell’Unione europea possono o presentare personalmente la loro domanda di rimborso, oppure farla presentare da terzi (organizzazione professionale, per esempio), i quali dovranno comprovare, in conformità con le disposizioni dell’articolo R.* 197-4 del Libro delle procedure fiscali del Codice francese delle Imposte (« Code Général des Impôts »), l’esistenza di una regolare delega. (Detta delega deve, pena la nullità, essere prodotta contemporaneamente all’atto che autorizza o registra prima dell’esecuzione di tale atto.)

E. L’imposta sul valore aggiunto non può dar luogo al rimborso quando è relativa a beni o servizi esclusi dal diritto a detrazione.

E’ il caso, per esempio (la lista non è completa) dell’imposta relativa :

– a beni e servizi che non siano necessari ai bisogni dell’impresa;

– alle spese di alloggio, ricevimento, ristorante o divertimenti, sopportate dai soggetti passivi stranieri a favore dei propri dirigenti e/o dipendenti (2);

– ai trasporti di persone o alle operazioni accessorie a quei trasporti. Tuttavia, l’esclusione non concerne i trasporti che sono realizzati, sia per conto di un’impresa di trasporti pubblici di viaggiatori, sia in virtù di un contratto permanente di trasporto, stipulato dalle imprese per condurre il personale sui luoghi di lavoro;

– ai carburanti e lubrificanti di origine petrolifera che non sono ceduti o venduti nello stato originario o sotto forma di altri prodotti petroliferi [particolarmente il carburante utilizzato dalle imprese per i trasporti] (3);

– ai beni ceduti senza compenso o dietro un compenso molto inferiore al loro prezzo normale, salvo che si tratti di beni di pochissimo valore;

– ai servizi di qualsiasi natura relativi a beni, prodotti o merci esclusi dal diritto a detrazione. E’ il caso, in particolare, della riparazione di veicoli destinati al trasporto di persone che comporta un’immobilizzazione, esclusa quella relativa a veicoli acquistati dalle imprese di trasporti pubblici di viaggiatori (tassisti per esempio) e destinati esclusivamente a tali trasporti.

Per altro, qualora esercitino un’attività per la quale il diritto a detrazione comporta delle limitazioni, i soggetti passivi stranieri sono sottoposti a tali limitazioni. Per esempio, gli operatori turistici e le agenzie di viaggio residenti in un altro Stato membro non possono ottenere il rimborso dell’imposta corrispondente al prezzo pagato in Francia alle imprese di trasporto, agli alberghi, ristoranti, agli organizzatori di spettacoli e agli altri soggetti passivi che effettuano i servizi utilizzati dal cliente.

E. L’IVA relativa all’acquisto di un bene immobile situato in Francia non può beneficiare del rimborso previsto dalla procedura speciale di applicazione dell’8a direttiva.

(3) Tuttavia, l’IVA fatturata può essere dedotta (e quindi rimborsata) quando :

– è stata pagata sugli acquisti di gasolio o di gas di petrolio liquefatto (GPL) ad uso carburante autoveicoli, indicati nella tabella B dell’articolo 265 del Codice doganale francese sotto le voci tariffarie 27-10 Clc con indice d’identificazione 19. e 27-11 B1c con indice d’identificazione 3, rispettivamente;

– il gasolio o il gas di petrolio liquefatto è utilizzato esclusivamente per le necessità dirette dell’attività professionale dell’azienda appartenente al soggetto passivo non residente nel territorio fiscale francese (non è invece ammesso il rimborso, per esempio, del gasolio o del GPL utilizzato per gli spostamenti personali dei dirigenti o dei dipendenti dell’azienda).

L’IVA relativa sia alle importazioni, cessioni e acquisti di gasolio o di GPL utilizzato per trasporti internazionali sia ai servizi inerenti agli stessi prodotti utilizzati allo stesso fine, è deducibile.



1. GENERAL INFORMATION FOR THE FILLING OUT OF THE APPLICATION FOR VALUE ADDED TAX REFUND (1).

A. The application shall be filed in a single copy with the Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

It shall be submitted:

a. When the taxable person is established in a Member State of the European Union other than France, on the form provided by the State in which the person concerned is established or, at his/her preference, on the French form (Form 3559);

b. When the taxable person is established in a non-member country, on the French form (Form 3559).

The various items of the form adopted shall obligatorily be filled out in French, even if the form used is drawn up in the foreign language of another Member State. As from 1 January 2002, amounts for which refund is claimed shall appear in euros (Box 5) and payment shall be made in euros (Box 7).

B. The application shall be typed or filled out in block capitals.

It can be filed in the course of the month following the three-month period (quarterly application) or in the course of the month of January (yearly application) but, at any rate, by June 30th of the year following that referred to in the application (for the determination of the period — quarter or year — to which the application for refund can refer, see § E below).

C.-D. When an application has previously been filed, the tax identification number attributed by the office indicated hereabove in § A shall be reported in the square at the top of the application.

E. The application must be made in respect of goods or services acquired or imported in France in the course of such a period as:

– the calendar quarter, when the amount of tax, the refund of which is claimed, is at least equal to **200 euros rounded up or down within a 10% limit**;

– the calendar year, in other cases. If so, the application shall be receivable only when the amount of tax, the refund of which is claimed, is at least equal to **25 euros rounded up or down within a 10% limit**.

When the amount of tax to be refunded in respect of a calendar quarter is less than **200 euros**, it can be carried over to the application(s) submitted in respect of the following quarter(s). However, when it appears that the refund relating to the fourth quarter is less than **200 euros**, said amount must be considered as the balance of a calendar year, refundable only if its amount is at least equal to **25 euros**.

(1) The scope of the VAT refund granted in France to taxable persons established outside of France (taxpayers and transactions concerned by the refund) is indicated in section (2).

(2) However, a refund can be made if these expenses are incurred, for business purposes, on behalf of third parties. The foreign taxable person must then:

– indicate the identity and position of the beneficiary (or beneficiaries) on invoices issued by French suppliers in order to prove that the tax for which a refund is being claimed relates to expenses incurred on behalf of third parties, and

– calculate the tax to be refunded proportionally to the number of third parties if expenses are incurred both on behalf of third parties (refundable VAT) and of executives and/or employees (non-refundable VAT).

If an exhibitor makes advance payments during year N for his participation in an exhibition which will take place in year N + 1, he is entitled, at his own request, to file an application for the refund of the tax accruing to these advance payments. This application must be submitted within the time limit for claiming a VAT refund on invoices issued and paid during the N + 1, that is to say, by 30 June of the year N + 2.

F. The applicant shall indicate in 9a the nature of the transactions for which he/she has acquired the goods and services referred to in the application for refund (e.g. participation in the international fair of held in from to , exhibition stand N° or international transport of goods). When the space in box 10 is not sufficient, the applicant shall make use of a supplementary sheet which will mention at the top the tax identification number attributed by the office indicated hereabove in § A and will be attached to application form.

Besides, the foreign taxable person shall tick one of the five boxes in 9 b according to his/her situation i. e.:

– the first box, if he/she has not delivered or supplied in France goods or services which are subject to VAT;

– the second box, if he/she has only supplied in France services on which the VAT is payable exclusively by the beneficiary under articles 259 A-3, 4 bis, 5, 6 and 259 B of the French Tax Code (“Code Général des Impôts”);

– the third box, if he/she has only supplied in France given tax-exempted transport services and given services which are ancillary to such transport services (see I.-J. below);

– the fourth box if he/she has only supplied in France goods mentioned in article 258 D I-2 of the French Tax Code (“Code Général des Impôts”) (simplified triangular transactions);

– the fifth box, if he/she has only delivered or supplied in France goods or services as mentioned in article 277 A-I : 1, 2, 5, 6, 7 of the French Tax Code (“Code Général des Impôts”).

G. When the taxable person is established in a Member State of the European Union he/she shall enclose with his/her application for refund the original statement certifying his/her status of taxable person, issued by the Administration of the State in which he/she is established. This statement must bear the endorsement and stamp of the issuing department or administration.

However, when the office mentioned in § A is already in possession of such a statement, the applicant shall be exempted from providing a new one, for a period of one year from the date of issuance of the first statement, unless a particular event should modify his/her status of taxable person.

By way of simplification, the validity of this statement is now extended to three years, provided that the intra-community identification number is entered in Box 3 of Form 3559 for the first refund claim and all subsequent claims.

H. The application shall be submitted with originals of invoices or import documents evidencing the amounts of the French Value Added Tax paid by the applicant.

I.-J. The exempted transport transactions (mentioned at the end of 9b in the application for refund) are, among others, transport transactions relating to the transit, export or import of goods as well as the international passenger transport exempted under Article 262 II-8 to 11 of the French Tax Code (“Code Général des Impôts”).

K. If the refund has been obtained fraudulently and gives rise to criminal proceedings, any further refund shall be refused until the final decision has been made on penalties incurred.

L. The French Administration will pay refunds only in euros.

It reserves the possibility of refund the VAT either by cheque or by a money order in the applicant's name.

2. GENERAL INFORMATION ON THE PROCEDURES ADOPTED IN FRANCE FOR IMPLEMENTING THE EEC EIGHTH DIRECTIVE 79/1072 AND THIRTEENTH DIRECTIVE 86/560 PROVIDING FOR THE REFUND OF THE VALUE ADDED TAX TO TAXABLE PERSONS NOT ESTABLISHED IN THE COUNTRY.

A. This special refund procedure is only applicable to enterprises :

- a. which are established:
 - in a Member State of the European Union other than France (and the Principality of Monaco);
 - in a non-member country or in the other Member States' territory under article 256-0 1 of the French Tax Code ("Code Général des Impôts"); or
 - in the "départements" of the French Guiana or Saint-Pierre-et-Miquelon as well as in the French overseas territories;
- b. which, during the period referred to in the application for refund, have fulfilled both the following conditions:
 - location outside of France:
 - either of the center of their economic activity or of the establishment from which the transactions entitling to refund have been carried out. However, foreign enterprises which have establishments in France whose sole activity is the performance of services for their head office abroad may also obtain a refund of the VAT relating to the movables acquired and services received by the establishments for the purpose of the performance for their head office abroad of services which are used by that head office solely for the carrying out of transactions giving entitlement to refund. (See § B and C below). To obtain the refund, the French establishment must submit to the Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, either directly or through an agent for enterprises within the European Union or a tax representative for enterprises outside the European Union, a Form n° 3559 with supporting documents, labelled: « Demande de remboursement présentée par l'établissement français d'un assujetti établi à l'étranger » (Claim for refund filed by the French establishment of a taxable person established abroad),
 - or of their habitual domicile or residence (in the absence of a head office or establishment);
 - non-supply of goods in France or of services which are subject to tax in France.

B. Taxable persons established in a Member State of the European Union other than France may claim the refund of the Value Added Tax which has been charged on services supplied to them or on movables which they have purchased in France or imported into France, during the period mentioned in § 1 E above (calendar quarter or year) for the carrying out or for the purpose of the transactions hereafter designated and mentioned at 9b in the application for refund (Form No 3559);

- transactions which are subject to tax outside of France [See articles 258 A and 259 to 259 C of the French Tax Code ("Code Général des Impôts")] but would entitle to deduction if the place of taxation were located in France;
- supply of services for which the place of taxation is section 1 considered to be outside of France: transport operations hereabove mentioned in section 1, § I.-J. as well as exempted supply of services ancillary to those transport transactions relating to goods: supply of services mentioned in articles 259 A-3, 4 bis, 5, 6 and 259 B of the French Tax Code ("Code Général des Impôts") for which the tax is due by the taxable beneficiary established in France;
- supply of goods mentioned in article 258 D 1-2 of the French Tax Code ("Code Général des Impôts") for which the tax is payable by the consignee under par. 2 *ter* of said article;
- supplies of services or goods mentioned in article 277 A-I: 1, 2, 5, 6, 7 of the French Tax Code ("Code Général des Impôts").

C. Taxable persons established in a non-member country may claim refund of the tax charged on movables which they have purchased in France or imported into France and on services supplied to them during the period mentioned in section 1 § E above (calendar quarter or year) for the carrying out or for the purpose of the following transactions:

- marketing in France of their taxable goods which they do not, however, deliver in that country;
- supply of services, the place of taxation of which is deemed not to be located in France (transport transactions hereabove mentioned in section 1, § I.-J. as well as exempted supply of services accessory to those transport transactions relating to goods; services mentioned in Article 259 B of the

French Tax Code ("Code Général des Impôts") for which the tax is due by the taxable beneficiary established in France).

To be entitled to the special refund procedure, taxable persons established in a non-member country must designate a **taxable representative established in France and recognized** by the office hereabove mentioned in section 1, § A. This representative may be required to furnish a guarantee. **taxable persons established in a non-member country are not required to submit a statement certifying their status of taxable persons.**

These arrangements also apply to taxable persons established in the French overseas territories and in the "collectivités territoriales" of Mayotte and Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. Taxable persons established in a Member State of the Union may either personally present their refund claim, or have it presented by a third party (business organization, notably) which shall produce a regular mandate, in conformity with the provisions of article R* 197-4, Livre des procédures fiscales of the French Tax Code ("Code Général des Impôts"). (The mandate must, under pain of being declared void, be produced at the same time as the act which it authorises or else be registered before the act is executed.)

E. The Value Added Tax cannot be refunded when relating to goods and services which do not entitle to deduction.

It is particularly the case (the following list is not limitative) for the tax relating to:

- goods and services which are not necessary for operational needs of the enterprise;
- housing, accommodation, entertainment and restaurant expenses incurred by foreign taxable persons for their company executives and/or employees (2);
- transport of persons and transactions ancillary to such transport. However, the exclusion does not concern transport services supplied, either on behalf of a public passenger transport enterprise, or under a permanent transport contract concluded by enterprises to take their personnel to their place of work;
- motor fuels and lubricants derived from oil which are not supplied or sold unaltered or in the form of other oil products [in particular motor fuel used by enterprises for the carrying out of transport transactions] (3);
- goods transferred without remuneration or against a remuneration which is much inferior to their normal price, unless the value of the goods is very low;
- services of any kind relating to goods, products or commodities not entitling to deduction. It is particularly the case for the repair of passenger motor vehicles constituting an immobilization, with the exception of that involving vehicles purchased by public passenger transport enterprises (notably taxi drivers) and assigned exclusively to the carrying out of such transport transactions.

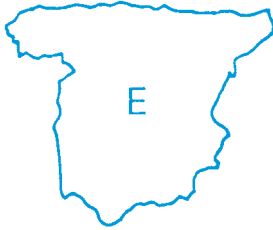
Moreover, foreign taxable persons, when they exercise an activity for which the right to deduction involves limitations, are subject to such limitations. Thus, tour operators and travel agencies established in another Member State cannot obtain refund of the tax relating to the price paid in France to transport and entertainment entrepreneurs and hotel and restaurant operators as well as to other taxable persons who materially provide the services used by the client.

F. The Value Added Tax relating to the purchase of a piece of real property located in France cannot be refunded under the special application procedure of the EEC 8th Council Directive.

(3) However, invoiced VAT is deductible (hence refundable) when:

- it has been paid on acquisitions of gasoil or liquified petroleum gas (LPG) used as a motor fuel and appearing in Table B, article 265 of the French Customs Code under tariff number 27.10 Cle, identification index 19 and 27-11 B1e, identification index 3, respectively;
- such gasoil or LPG are used exclusively for the direct needs of the business activity of the taxable person's firm, said taxable person not being established on the French fiscal territory (therefore, no refund may be claimed, for instance, in case of gasoil or LPG purchased for private travels of executives or other employees of the firm).

VAT charged on imports, supplies and acquisitions of gasoil or LPG used for international transport services, as well as on services relating to the same products used for the same purposes, is deductible.



1. INFORMACIONES GENERALES PARA LLENAR LA SOLICITUD DE DEVOLUCIÓN (1).

A. Se presentará la solicitud en un solo ejemplar ante la Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Deberá presentarse :

a. Cuando el sujeto pasivo esté establecido en un Estado miembro de la Unión que no sea Francia, en el formulario del Estado en el cual aquél esté establecido o, si así lo prefiriere, en el formulario francés (modelo nº 3559).

b. Cuando el sujeto pasivo esté establecido en un país tercero, en el formulario francés (modelo nº 3559).

Los distintos apartados del formulario utilizado deberán rellenarse obligatoriamente en francés, incluso si el formulario empleado está redactado en el idioma de un Estado miembro que no sea Francia. A partir del 1º de enero de 2002, las cuotas cuya devolución se solicite deberán figurar en euros (casilla 5) y el pago se efectuará en euros (casilla 7).

B. La solicitud se rellenará a máquina o en letras de molde.

Podrá presentarse en el transcurso del mes que siga el trimestre natural (solicitud trimestral) o durante el mes de enero (solicitud anual), pero, en todo caso, a más tardar el 30 de junio del año que siga el año para el cual se haga la solicitud (para determinar el período - trimestre o año - al cual pueda referirse la solicitud de devolución, véase E más abajo).

C.-D. En el caso en que se haya presentado anteriormente una solicitud, el número de identificación fiscal, asignado por el servicio mencionado más arriba en la letra A, deberá figurar en el recuadro situado en la parte superior de la solicitud.

E. La solicitud deberá referirse a bienes o servicios adquiridos o importados en Francia durante un período que podrá ser :

- un trimestre natural, cuando el importe del impuesto cuya devolución se solicita sea igual o superior a **200 euros redondeado por exceso o por defecto dentro de un límite del 10%**;

- un año natural, en caso contrario. En dicho caso, podrá satisfacerse la solicitud únicamente si el importe del impuesto cuya devolución se solicita es igual o superior a **25 euros redondeado por exceso o por defecto dentro de un límite del 10%**.

Si el importe del impuesto que hay que devolver para un trimestre natural es inferior a **200 euros**, éste podrá sumarse a la (o las) solicitud(es) presentada(s) para el (o los) trimestre(s) siguiente(s). Sin embargo, si la devolución relativa al cuarto trimestre es inferior a **200 euros**, esta cantidad deberá considerarse como el saldo de un año natural y se devolverá únicamente si alcanza un mínimo de **25 euros**.

Cuando un expositor efectúe pagos a cuenta en el transcurso del año N en concepto de su participación en un salón que se desarrollará en el transcurso del año N + 1, se admitirá que dicho expositor, por petición propia, pueda presen-

(1) Figura en el punto 2 el ámbito de aplicación de la devolución del IVA, concedida en Francia a los sujetos pasivos establecidos en el extranjero (personas y operaciones que pueden gozar de la devolución).

(2) No obstante, la devolución se admitirá cuando, para las necesidades de la explotación, dichos gastos sean asumidos en beneficio de terceros. El sujeto pasivo extranjero deberá entonces :

- hacer mención, en las facturas expedidas por los proveedores franceses, de la identidad y la calidad de los beneficiarios con el fin de justificar que el impuesto cuya devolución se solicita esté relacionado a gastos sufragados en beneficio de terceros, y

- determinar el importe que habrá de restituirse de manera proporcional al número de terceros cuando dichos gastos sean asumidos a la vez en beneficio de terceros (IVA reintegrable) y de dirigentes y / o empleados (IVA no reintegrable).

tar la solicitud de devolución del impuesto correspondiente a los anticipos pagados dentro del plazo aplicable a la solicitud de devolución del IVA relativo a las facturas expedidas y pagadas durante el año N + 1, es decir hasta el día 30 de junio del año N + 2.

F. El solicitante indicará, en la casilla 9a de la solicitud, la naturaleza de las operaciones para las cuales haya adquirido los bienes y servicios mencionados en la solicitud de devolución (por ejemplo, participación en la exposición internacional de..... del..... al.....

stand nº..... o transporte internacional de mercancías).

Si no tiene suficiente espacio en la casilla 10, el solicitante usará una hoja adicional, que llevará en la parte superior el número de identificación asignado por el servicio mencionado en la letra A más arriba y se sujetará al formulario de solicitud.

El sujeto pasivo extranjero debe, por otra parte, señalar obligatoriamente con una cruz una de las cinco casillas 9b que correspondan a su situación, vale decir:

- la primera casilla en caso de no haber realizado en Francia ninguna entrega de bienes ni ninguna prestación de servicios sujetas al IVA;

- la segunda casilla en caso de haber efectuado en Francia únicamente prestaciones de servicios para las cuales debe pagar el impuesto solamente el beneficiario según los artículos 259 A 3º, 4º bis, 5º, 6º y 259 B del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts »):

- la tercera casilla en caso de haber efectuado en Francia únicamente ciertas prestaciones de transporte exentas y ciertas prestaciones de servicios accesorias a dichas prestaciones de transporte (véase apartado I.-J. más adelante).

- la cuarta casilla en caso de haber efectuado en Francia únicamente entregas mencionadas en el 2 del I del artículo 258 D del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts ») [simplificación de las operaciones triangulares].

- la quinta casilla en caso de haber efectuado en Francia únicamente entregas y prestaciones mencionadas en el artículo 277 A I-1º - 2º - 5º - 6º - 7º del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts »).

G. Si el sujeto pasivo está establecido en un Estado miembro de la Unión, deberá adjuntar a la solicitud de devolución el original certificado expedido por la Administración del Estado en el cual esté establecido que dé fe de su condición de sujeto pasivo. Dicho certificado deberá necesariamente incluir el refrendo y el sello de la Administración o del Servicio que lo haya expedido.

Sin embargo, en el caso en que el servicio mencionado en la letra A más arriba tenga ya un certificado de este tipo, el solicitante no habrá de proporcionar otro durante un período de un año a partir de la fecha de expedición del primero, excepto si se ha producido algo que modifique su condición de sujeto pasivo.

Como medida de simplificación, el período de validez de dicho certificado se aumenta a tres años, a condición de que se haga mención del número de identificación intracomunitaria en el recuadro 3 del modelo nº 3559, a partir de la primera solicitud de devolución y en las solicitudes subsiguientes.

H. La solicitud irá acompañada por los originales de las facturas o de los documentos de importación donde figuren las cuotas del IVA francés satisfechas por el solicitante.

I.-J. Las prestaciones de transporte exentas del impuesto (mencionadas al final del apartado 9 b de la solicitud de devolución) están constituidas, entre otras, por los transportes relacionados con el tránsito, la exportación o, eventualmente, la importación de bienes, así como por los transportes internacionales de viajeros exentos del impuesto en cumplimiento del artículo 262-II-8º a 11º del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts »).

K. Si la devolución se consiguió de manera fraudulenta, dando lugar a diligencias de tipo penal, se negará cualquier devolución posterior hasta que se haya tomado una decisión definitiva acerca de las sanciones en que se ha incurrido.

L. La Administración francesa efectuará las devoluciones únicamente en euros.

Dicha Administración se reserva la posibilidad de efectuar la devolución mediante cheque o giro enviado al solicitante.

2. INFORMACIONES GENERALES RELATIVAS A LAS MODALIDADES DE APLICACIÓN EN FRANCIA DE LA OCTAVA DIRECTIVA 79/1072 Y DE LA DECIMOTERCERA DIRECTIVA 86/560 CEE QUE PREVEN LA DEVOLUCIÓN DEL IVA A LOS SUJETOS PASIVOS NO ESTABLECIDOS EN EL PAÍS.

A. Este procedimiento especial de devolución se aplicará sólo a las empresas :

a. Que estén radicadas :

– en un Estado miembro de la Unión Europea que no sea Francia (ni el principado de Mónaco);

– en un país tercero o en el territorio de los otros Estados miembros según el artículo 256-0 1º del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts »); o

– en los departamentos de Guyana y de Saint-Pierre-et-Miquelon o en los territorios franceses de ultramar;

b. Que, en el período correspondiente a la solicitud de devolución, cumplan los dos requisitos siguientes:

– **ubicación fuera de Francia:**

• sea de la sede de su actividad económica o del establecimiento a partir del cual efectuaron las operaciones que dan derecho a devolución. Sin embargo, las empresas extranjeras que tengan en Francia establecimientos cuya actividad consista únicamente en prestar servicios a su sede extranjera podrán conseguir también la devolución del IVA relativo a los bienes muebles y servicios adquiridos por los establecimientos con objeto de estar en condiciones de prestar servicios a su sede extranjera que ésta utilice exclusivamente para efectuar operaciones que den derecho a devolución. (Véase § B y C más adelante). Para conseguir la devolución, el establecimiento francés dirigirá a la « Direction Générale des Impôts, Service de remboursement TVA », directamente o por intermedio de un mandatario para las empresas de la Unión europea o de un representante fiscal para las empresas fuera de la Unión europea, el formulario n° 3559 con documentos justificativos y la mención « Demande de remboursement présentée par l'établissement français d'un assujetti établi à l'étranger » (solicitud de devolución presentada por el establecimiento francés de un sujeto pasivo establecido en el extranjero);

• sea de su domicilio o residencia habitual (a defecto de sede o de establecimiento);

– **no entrega de bienes en Francia o no prestación de servicios cuyo lugar de imposición se sitúe en Francia.**

B. Los sujetos pasivos establecidos en un Estado miembro de la Unión que no sea Francia podrán solicitar la devolución del IVA pagado por los servicios prestados o los bienes muebles adquiridos o importados en Francia durante el período previsto en el § E anterior (trimestre o año natural) para la ejecución o las necesidades de las operaciones siguientes e indicadas dentro del marco 9b de la solicitud n° 3559 :

– operaciones cuyo lugar de imposición se sitúe en el extranjero (véase Art. 258 A y 259 a 259 C del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts »), pero que tendrían derecho a una deducción si este lugar estuviese situado en Francia;

– prestaciones cuyo lugar de imposición no se considere situado en Francia: operaciones de transporte mencionadas anteriormente en el título 1, § I.-J., así como las prestaciones exentas del impuesto accesorias a los transportes relativos a bienes: prestaciones señaladas en el artículo 259 A 3°, 4° bis, 5°, 6° y 259 B del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts ») para las cuales debe pagar el impuesto el sujeto pasivo beneficiario establecido en Francia.

– entregas mencionadas en el 2 del I del artículo 258 D del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts ») para las cuales debe pagar el impuesto el destinatario en aplicación del 2 ter del mismo artículo.

– entregas y prestaciones mencionadas en el artículo 277 A I-1° - 2° - 5° - 6° - 7° del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts »).

C. Los sujetos pasivos establecidos en un país tercero podrán solicitar la devolución del impuesto pagado por los bienes muebles adquiridos o importados en Francia y los servicios prestados durante el período previsto en el título 1, § E anterior (trimestre o año natural) para la ejecución o las necesidades de las operaciones siguientes :

– comercialización en Francia de sus productos imponibles, pero cuya entrega no efectúan, sin embargo, en este país;

– prestaciones de servicios, cuyo lugar de imposición no se considere situado en Francia (operaciones de transporte mencionadas anteriormente en el título 1, § I.-J. ; así como las prestaciones exentas del impuesto accesorias a los transportes relativos a bienes; prestaciones señaladas en el artículo 259 B

del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts ») para las cuales debe pagar el impuesto el sujeto pasivo beneficiario establecido en Francia).

Para poder beneficiarse del procedimiento especial de devolución, los sujetos pasivos establecidos en un país tercero deberán designar a un representante con calidad de sujeto pasivo establecido en Francia y autorizado por el servicio mencionado anteriormente en el título 1, § A. Dicho representante podrá tener que presentar una fianza. Los sujetos pasivos establecidos en un país tercero no habrán de presentar un certificado que dé fe de su condición de sujetos pasivos.

Este régimen se aplica también a los sujetos pasivos establecidos en los territorios franceses de ultramar y en las entidades territoriales de Mayotte y de Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. Los sujetos pasivos establecidos en un Estado miembro de la Unión podrán presentar su solicitud de devolución personalmente o por intermedio de una tercera persona (por ejemplo, organización profesional), que deberá justificar la posesión de un poder adecuado, de conformidad con las disposiciones del artículo R.* 197-4 del Libro de procedimientos fiscales del Código fiscal francés (« Code Général des Impôts »). (El poder debe, con pena de nulidad, presentarse al mismo tiempo que el acto que autoriza o registrarse antes de la ejecución de dicho acto.)

E. El IVA no podrá dar lugar a devolución si se refiere a bienes y servicios que no gocen del derecho a deducción.

Esto se aplica especialmente (lista non exhaustiva) al impuesto relativo a:

– los bienes y servicios que no sean necesarios para satisfacer las necesidades de la empresa;

– los gastos referentes a vivienda o alojamiento, recepción, restaurantes y entretenimiento sufragados por los sujetos pasivos extranjeros en beneficio de sus dirigentes y / o de sus empleados (2).

– los transportes de personas y las operaciones accesorias a estos transportes. Sin embargo, la exclusión no se aplica a los transportes efectuados por cuenta de una empresa de transportes públicos de viajeros o en cumplimiento de un contrato permanente de transporte concertado por las empresas para llevar su personal al lugar del trabajo;

– los carburantes y lubricantes derivados del petróleo que no se entreguen o vendan en su estado original o en forma de otros productos petroleros [en particular el carburante utilizado por las empresas para efectuar transportes] (3);

– los bienes objetos de cesión sin remuneración o a cambio de una remuneración muy inferior al precio normal, excepto si se trata de bienes de escaso valor;

– los servicios de todo tipo relativos a bienes, productos o mercancías que no gocen del derecho a deducción. Esto se aplica en particular a la reparación de vehículos para el transporte de personas que represente una inmovilización, con excepción de la reparación de vehículos comprados por las empresas de transportes públicos de viajeros (en especial, taxistas) y destinados exclusivamente a la realización de dichos transportes.

Además, cuando ejerzan una actividad para la cual el derecho a deducción tenga limitaciones, los sujetos pasivos extranjeros se verán sometidos a dichas limitaciones. Por ello los organizadores de circuitos turísticos y las agencias de viajes radicados en otro Estado miembro no podrán conseguir la devolución del impuesto relativo al precio pagado en Francia a las empresas de transporte, los hoteles, los propietarios de restaurantes, los organizadores de espectáculos y los demás sujetos pasivos que presten materialmente los servicios utilizados por el cliente.

F. El IVA que haya gravado la compra de un inmueble situado en Francia no podrá ser objeto de devolución según el procedimiento especial de aplicación de la octava directiva.

(3) Sin embargo, el IVA facturado podrá deducirse (y, por consiguiente devolverse) cuando:

– se haya pagado por la compra de gasóleo o de gas de petróleo licuado (GPL) utilizado como carburante para carretera y que respectivamente figuren en el cuadro B del artículo 265 del Código de aduanas francés con el número de tarifa arancelaria 27.10 C1c, índice de identificación 19, y 27-11 B1c índice de identificación 3;

– el gasóleo o el gas de petróleo licuado se utilicen exclusivamente para las necesidades directas de la actividad profesional de la empresa del sujeto pasivo, no establecido en el territorio fiscal francés (por consiguiente, no existe por ejemplo derecho a devolución en el caso del gasóleo o del GPL comprados para las necesidades personales de desplazamiento de los dirigentes o empleados de la empresa).

El IVA relativo a importaciones, entregas y adquisiciones de gasóleo o de GPL utilizados para efectuar transportes internacionales, así como a los servicios referentes a los mismos productos utilizados con el mismo propósito se podrá deducir.



1. OPLYSNINGER VEDRØRENDE UDFYLDELSE AF ANSØGNING OM TILBAGEBETALING (1).

A. Ansøgningen sendes i 1 eksemplar til: Direction Générale des Impôts (Skattedirektoratet), Service de remboursement de TVA, 10, rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Ved ansøgningen udfyldes:

a. Den blanket, der anvendes i det land, den pågældende er etableret i, når denne er etableret i et andet EU-land end Frankrig, eller hvis det foretrækkes, den franske formular (blanket nr. 3559).

b. Den franske formular, når den afgiftspligtige er etableret i et tredjeland (blanket nr. 3559).

Alle rubrikker i den anvendte formular skal udfyldes på fransk, selv om formularens tekst er affattet på et andet medlemslands sprog. Från och med 1a januari 2002 skall de belopp som ansökan om återbetalning avser anges i euro (ruta 5) och betalning görs i euro (ruta 7).

B. Ansøgningen skal foreligge maskinskrevet eller udfyldt med blokbogstaver.

Den kan indsendes i løbet af den måned, der følger efter kvartalet (kvartalsvis ansøgning) eller i løbet af januar måned (årlig ansøgning), men i alle tilfælde skal den foreligge senest den 30. juni året efter det år, som ansøgningen omhandler (vedrørende fastlæggelse af perioden – kvartal eller år – for hvilken ansøgning om tilbagebetaling kan forelægges, se punkt E).

C.-D. Hvis en tidligere ansøgning er indsendt, skal det afgiftsidentifikationsnummer, som er blevet tildelt af den under punkt A nævnte myndighed, angives i rubrikken overst på ansøgningsformularen.

E. Ansøgningen skal vedrøre varer eller tjenesteydelser erhvervet i eller indført til Frankrig i følgende tidsrum:

– Ett kvartal, om det skattebelopp för vilket återbetalning begärs motsvarar minst 200 euro avrundat uppåt eller nedåt inom en gräns av 10 %:

– Ett år. I detta fall kan ansökan beaktas endast om det skattebelopp för vilket återbetalning begärs motsvarar minst 25 euro, avrundat uppåt eller nedåt inom en gräns av 10 %.

Om de skattebelopp som skall återbetalas för ett kvartal är lägre än 200 euro kan det överföras till den ansökan eller de ansökningar som lämnas in under det (de) följande kvartalet (kvartalen).

Om den återbetalning som avser det fjärde kvartalet är lägre än 200 euro, skall emellertid beloppet ifråga anses gälla hela året och återbetalas således endast orn beloppet motsvarar minst 25 euro.

Når en udstiller betaler acontobeløb i løbet af år N for sin deltagelse i en udstilling, som finder sted i løbet af år N + 1, tillades det, at denne udstiller på anmodning kan indgive ansøgning om tilbagebetaling af afgiften vedrørende acontobeløbene inden for den frist, der finder anvendelse på ansø-

gningen om tilbagebetaling af momsen vedrørende fakturaer udstedt og betalt i løbet af år N + 1, dvs. indtil den 30. juni år N + 2.

F. Ansøgeren skal i ansøgningens rubrik 9a gøre rede for, hvilke transaktioner, der ligger til grund for erhvervelsen af de varer og tjenesteydelser, som er omfattet af tilbagebetalingsansøgningen (for eksempel deltagelse i den internationale-udstilling i fra til , stand nr. ; eller international varetransport).

I tilfælde af, at pladsen i rubrik 10 er utilstrækkelig, kan et ekstra ark papir tages i brug. Dette ark skal påføres det identifikationsnummer, som er tildelt af den under punkt A nævnte myndighed og skal vedhæftes ansøgningen.

Den udenlandske afgiftspligtige er desuden forpligtet til at sætte kryds ud for den af de 5 rubrikker i 9b, der passer til hans situation, det vil sige:

– rubrik nummer ét, hvis han i Frankrig hverken har leveret varer eller tjenesteydelser, som er pålagt merværdiafgift ;

– rubrik nummer to, hvis han i Frankrig kun har leveret tjenesteydelser, for hvilke merværdiafgiften udelukkende påhviler aftageren, som anført i artikel 259 A 3°, 4b, 5°, 6° og 2 B i den almene franske skattelov;

– rubrik nummer tre, hvis han i Frankrig kun har leveret visse afgiftsfrittede transportydelser og visse tjenesteydelser i forbindelse med førnævnte transportydelser (jævnfør nedenstående stk. I.-J.);

– rubrik nummer fire, hvis han i Frankrig kun har foretaget leveringer nævnt i artikel 258 D, stk. I, pkt. 2, i den almene franske skattelov (forenkling af trekantstransaktioner).

– rubrik nummer fem, hvis han i Frankrig kun har foretaget leveringer og tjenesteydelser nævnt i artikel 277 A, stk. I, pkt. 1, 2, 5, 6, og 7, i den almene franske skattelov.

G. Når den afgiftspligtige person er etableret i et EU-land skal de vedlægges ansøgningen originalen af den attest om status som afgiftspligtig, som er udstedt af myndighederne i det land, den afgiftspligtige er etableret i. Dette intyg skall stämpas och viseras av den myndighet eller avdelning som har utfärdat det.

Hvis den under punkt A nævnte myndighed imidlertid allerede er i besiddelse af en attest, skal ansøgeren ikke forelægge en ny i ét år beregnet fra den dag, den foregående attest er indleveret, medmindre der skulle indtræffe forhold, som kunne ændre ved den pågældendes status som afgiftspligtig.

Af forenklingshensyn forlænges varigheden af denne attest til tre år på betingelse af, at fællesskabsidentifikationsnummeret nævnes i ramme 3 i tryksag nr. 3559 lige fra den første ansøgning om tilbagebetaling og for de kommende ansøgnin-

H. Ansøgningen ledsages af originaler af fakturaer eller importdokumenter, hvoraf det fremgår, hvilke franske merværdiafgiftsbeløb, ansøgeren har erlagt.

I.-J. De fritagede transportydelser (nævnt sidst i rubrik 9b i tilbagebetalingsformularen) omfatter bl.a. transport i forbindelse med transit, udførsel eller eventuelt indførsel af varer, såvel som den internationale personbefordring, som er fritaget, i medfør af artikel 262-11-8° til 11° i den almene franske skattelov.

K. Hvis tilbagebetaling er opnået på svigagtig vis og giver anledning til retsforfølgelse, vil al yderligere tilbagebetaling blive afslået, indtil den endelige strafudmaling foreligger.

L. Den franske administrationen foretager udelukkende tilbagebetaling i euro.

Administrationen forbeholder sig ret til mulighed for tilbagebetaling pr. check eller pengeanvisning til ansøgeren.

2. OPLYSNINGER VEDRØRENDE DE I FRANKRIG GÆLDENDE GENNEMFØRELSESBESTEMMELSER FOR DET 8. EF-DIREKTIV 79-1072 OG DET 13. EF-DIREKTIV 86-560 OM TILBAGEBETALING AF MERVÆRDIAFGIFT TIL AFGIFTSPLIGTIGE PERSONER ETABLERET I UDLANDET.

A. Denne særlige tilbagebetalingsprocedure er forbeholdt foretagender:

a. Som har sæde:

– i et land, der er medlem af den Europæiske Union, bortset fra Frankrig (og Fyrstendømmet Monaco);

(1) Anvendelsesområde for tilbagebetaling af merværdiafgift i Frankrig til afgiftspligtige etableret i udlandet (personer og transaktioner omfattet af tilbagebetalingsordning) står nævnt i afsnit 2.

(2) Återbetalning godtages emellertid då dessa utgifter, för driftens skull, har gjorts till förmån för tredje person. Den utländska skattepliktiga personen skall då:

– på de fakturor som utfärdats av franska leverantörer, uppge identitet och funktion för förmånstagarna för att kunna bestyrka att skatten för vilken man ansöker om återbetalning avser utgifter till förmån för tredje person.

– även fastställa den mervärdesskatt som skall återbetalas proportionellt till antalet tredje personer, då dessa utgifter berör både tredje person (återbetalningsbar mervärdesskatt) och företagsledare och /eller anställda (ej återbetalningsbar mervärdesskatt).

– eller i et tredjeland eller andre medlemsstaters territorier, der hentydes til i artikel 256-0 1°, i den almene franske skattelov;

– eller i departementerne Fransk Guyana eller Saint-Pierre-et-Miquelon, såvel som de franske oversøiske territorier;

b. Som i den af tilbagebetalingsansøgningen omhandlede periode opfylder følgende 2 betingelser:

– at den økonomiske aktivitet eller den virksomhed, hvorfra de transaktioner udrører, som er tilbagebetalingsberettigede, befinder sig udenfor Frankrig eller at foretagendet har bopæl eller sædvanligvis opholder sig udenfor Frankrig (i mangel af hovedsæde eller anlæg). Udenlandske foretagender, som er i besiddelse af virksomheder i Frankrig, hvis aktiviteter udelukkende består i at yde tjenesteydelser til hovedsædet i udlandet, kan imidlertid ligeledes opnå tilbagebetaling af merværdiafgift på det løsbare og de tjenesteydelser, som deres virksomheder har erhvervet med henblik på at yde tjenesteydelser til hovedsædet i udlandet, hvis hovedsædet udelukkende benytter disse til at udføre tilbagebetalingsberettigede transaktioner. (Se nedenstående punkt B og C). For at opnå tilbagebetaling skal den franske virksomhed direkte eller gennem en befuldmægtiget for virksomheder i EU eller gennem en repræsentant overfor skattemyndighederne for virksomheder uden for EU indsende blanket nr. 3559, samt bilag til: Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, med påtegningen « Ansøgning om tilbagebetaling forelagt af en i udlandet etableret afgiftspligtig franske virksomhed »;

– at det ikke leverer varer i Frankrig eller præsterer tjenesteydelser, for hvilke det sted, hvor der skal svares afgift, ligger i Frankrig.

B. Afgiftspligtige personer etableret i et andet EU-land end Frankrig kan bede om tilbagebetaling af merværdiafgift pålagt de af dem modtagne tjenesteydelser eller de løsbare genstande, de har erhvervet i eller importeret til Frankrig i løbet af den i afsnit 1 E nævnte periode (kvartal eller kalenderår) til gennemførelse af eller med henblik på følgende transaktioner, som anført under 9b;

– transaktioner, for hvilke det sted, hvor der skal svares afgift, ligger i udlandet (jvf. artikel 258 A og 259 til 259 C i den almene franske skattelov), men som ville berettige til fradrag, hvis dette sted havde ligget i Frankrig;

– tjenesteydelser, for hvilke det sted, hvor der skal svares afgift, ikke anses for at ligge i Frankrig: de transportydelser, som står anført i afsnit 1 I.-J., hvortil kommer de afgiftsfritagede tjenesteydelser udført i tilknytning til de dér nævnte varetransportydelser; tjenesteydelser i henhold til artikel 259 A 3°, 4b, 5°, 6° og 259 B i den almene franske skattelov, for hvilke den i Frankrig etablerede modtager skal svare afgift.

– leveringer nævnt i artikel 258 D, stk. 1, pkt. 2, i den almene franske skattelov, for hvilke modtageren skal svare afgift i medfør af 2 ter i samme artikel.

– leveringer og tjenesteydelser nævnt i artikel 277 A, stk. 1, pkt. 1, 2, 5, 6, og 7, i den almene franske skattelov.

C. De i tredjeland etablerede afgiftspligtige kan bede om tilbagebetaling af afgift, som er pålagt de løsbare genstande, de har købt i eller indført til Frankrig, og de tjenesteydelser, som de har modtaget i løbet af den i afsnit 1 E nævnte periode (kvartal eller kalenderår) til gennemførelse af eller med henblik på følgende transaktioner:

– markedsføring i Frankrig af deres afgiftspligtige produkter, som de imidlertid ikke foretager levering af i Frankrig;

– tjenesteydelser, for hvilke det sted, hvor der skal svares afgift, ikke anses for at ligge i Frankrig (transportydelser nævnt i afsnit 1 I.-J., hvortil kommer afgiftsfritagede tjenesteydelser udført i tilknytning til de dér nævnte varetransportydelser; tjenesteydelser i henhold til artikel 259 B i den almene franske skattelov, for hvilke den i Frankrig etablerede modtager skal svare afgift).

For at blive berettiget til den særlige tilbagebetalingsprocedure skal afgiftspligtige etableret i et tredjeland udpege en afgiftspligtig repræsentant etableret i Frankrig, og som er

godkendt af den i afsnit 1 A nævnte myndighed. Denne repræsentant kan forpligtes til at stille kaution. **Afgiftspligtige personer etableret i et tredjeland skal ikke forevise en attestering af status som afgiftspligtig.**

Denne ordning gælder ligeledes for afgiftspligtige personer etableret i de franske oversøiske territorier samt på Mayotte og Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. Afgiftspligtige etableret i et EU-land kan enten selv forelægge deres ansøgning om tilbagebetaling eller lade den forelægges af tredjemand (bl.a. en faglig organisation), der i henhold til artikel R* 197-4 i den almene franske skattelov bog om skatteprocedurer (Livre des procédures fiscales du Code français des Impôts), skal kunne forevise behørig fuldmagt. (Mandatet er kun gyldigt, såfremt det fremvises sammen med den retsakt, der autoriseres, eller såfremt det er blevet registreret, inden retsakten effektueres.)

E. Merværdiafgift kan ikke tilbagebetales, hvis den er erlagt i forbindelse med varer og tjenesteydelser undtaget fra fradragsretten.

Det gælder i særdeleshed for afgifter for følgende (listen er ikke udtømmende):

– varer og tjenesteydelser, som ikke er nødvendige for virksomhedens drift;

– kostnader for boende eller inkvartering, mottagninger, restaurangbesøg og underholdning som udlændske skattepligtige personer ådragit sig till förmån för deras företagssledare och/eller anställda (2).

– transport af personer eller dermed forbundne dispositioner.

Der berettiges imidlertid til fradrag ved transport foretaget for en personbefordringsvirksomheds regning, eller i forbindelse med en fast transportkontrakt indgået af virksomheder med henblik på befordring af deres personale til arbejdsstedet:

– brændstof og smøremidler på olie-basis, som ikke leveres eller sælges uændret eller i form af andre olieprodukter (bl. a. brændstof anvendt af virksomheder ved transportydelser) (3);

– varer leveret vederlagsfrit eller mod et vederlag, som ligger langt under den normale pris, undtagen hvis det drejer sig om varer af meget lav værdi;

– alle former for tjenesteydelser i forbindelse med varer, produkter eller gods, som er undtaget fra fradragsret. Det indbefatter i særdeleshed reparation af personbefordringskøretøjer, som herved bliver sat ud af drift, med undtagelse af reparation af køretøjer erhvervet af offentlige transportvirksomheder (såsom taxa-chauffører), og som udelukkende bruges med henblik på disse transportydelser.

Desuden er de udenlandske afgiftspligtige underlagt begrænsninger, hvis de udover en erhvervsvirksomhed, for hvilken fradragsretten er behæftet med begrænsninger. Således kan turistrejsefirmaer og rejsebureauer etableret i et andet medlemsland ikke opnå tilbagebetaling af afgift, som var pålagt prisen betalt i Frankrig til transportfirmaer, hoteller, restauranter, forlystelsesetablissementer eller andre afgiftspligtige, der leverer de af kunden benyttede tjenesteydelser.

F. Den merværdiafgift, som erhvervelse af fast ejendom er belagt med i Frankrig, kan ikke tilbagebetales i medfør af den særlige anvendelsesprocedure i det 3. direktiv.

(3) Den fakturerede merværdesskatten är emellertid avdragsgill (och alltså återbetalbar) i följande fall:

– när den er betalt ved køb af diesel-benzin eller auto-gas (LPG) anvendt som brændstof i køretøjer, som anført på tabel B, artikel 265 i den franske Toldlov, henholdsvis toldtarifnummer 27-10 Cl, identifikationsindeks 19, og toldtarifnummer 27-11 Bl, identifikationsindeks 3;

– når diesel-benzin eller auto-gas bruges udelukkende og direkte i erhvervsaktiviteter udført af en virksomhed, som ikke er etableret på det franske skatteterritorium (det betyder f. eks., at diesel-benzin eller auto-gas (LPG) købt med henblik på private rejser foretaget af virksomhedsledere eller personale ikke er tilbagebetalingsberettiget).

– når den er betalt ved køb af diesel-benzin eller auto-gas (LPG) anvendt som Ved indførsel, levering/og køb af diesel-benzin eller auto-gas anvendt ved international transport såvel som ved lignende tjenesteydelser med samme produkter anvendt med samme formål kan merværdiafgiften fradrages.



1. AANWIJZINGEN VOOR HET INVULLEN VAN HET VERZOEK OM TERUGGAVE (1).

A. Het verzoek wordt ingediend in één enkel exemplaar bij de Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Het verzoek moet als volgt worden ingediend:

a. Wanneer de belastingplichtige gevestigd is in een Lid-Staat van de Europese Unie buiten Frankrijk: op het formulier van de Staat waar hij gevestigd is of, indien hij wenst, op het franse formulier (**formulier nr 3559**);

b. Wanneer de belastingplichtige in een derde land gevestigd is: op het franse formulier (**formulier nr 3559**).

De betrokkene is verplicht de verschillende rubrieken van het gebruikte formulier in het frans in te vullen, zelfs indien een formulier gebruikt wordt dat is gesteld in de taal van een Lid-Staat buiten Frankrijk. Vanaf 1 januari 2002 moeten de bedragen waarvoor teruggave wordt gevraagd, uitsluitend in euro vermeld worden (hokje 5); de betaling wordt uitgevoerd in euro (hokje 7).

B. Het formulier moet worden ingevuld m.b.v. een schrijfmachine of in blokletters.

Het verzoek kan worden ingediend in de loop van de maand volgend op het betrokken kwartaal (verzoek per kwartaal) of in de loop van de maand januari (jaarlijks verzoek), echter in alle gevallen uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op dat waarop het verzoek betrekking heeft (Zie onder E voor de bepaling van de periode – kwartaal of jaar – waarop het verzoek om teruggave betrekking kan hebben).

C.-D. Indien reeds eerder een verzoek werd ingediend, moet het belastingidentificatienummer, toegekend door de hierboven onder A vermelde belastingdienst, vermeld worden in het vak bovenaan het formulier.

E. Het verzoek moet betrekking hebben op goederen of diensten die tijdens de hierna aangegeven periode in Frankrijk werden betrokken of uit Frankrijk werden ingevoerd:

- in de loop van een kalenderkwartaal indien de belasting waarvoor teruggave wordt gevraagd **200 euro** bedraagt, naar boven of naar beneden afgerond binnen een limiet van 10%;
- in de loop van een kalenderjaar in de overige gevallen. Dit jaarlijkse verzoek kan slechts in behandeling worden genomen indien de belasting waarvoor teruggave wordt gevraagd ten minste **25 euro** bedraagt, naar boven of naar beneden afgerond binnen een limiet van 10%.

Indien het terug te betalen bedrag voor een kalenderkwartaal minder is dan **200 euro**, kan het overgedragen worden op het (de) verzoek (en) voor het (de) volgende kwartaal (kwartalen). Indien echter blijkt dat de teruggave van het vierde kwartaal minder is dan **200 euro**, moet het betrokken bedrag beschouwd worden als het saldo voor het gehele jaar; de teruggave kan dan slechts plaats vinden indien het bedrag **25 euro** of meer bedraagt.

Wanneer een exposant in de loop van het jaar N aanbatalingen stort voor zijn deelname aan een tentoonstelling die plaats zal vinden in de loop van het jaar N + 1, is het toegestaan dat deze exposant op zijn verzoek de aanvraag voor terugbetaling van de BTW op de aanbatalingen indient binnen de termijn die van toepassing is op de aanvraag voor

(1) De werkingsfeer van de teruggave van de BTW die in Frankrijk wordt toegekend aan in het buitenland gevestigde personen (personen en handelingen die voor teruggave in aanmerking komen) wordt onder 2 gedefinieerd.

(2) Teruggave kan echter overwogen worden wanneer deze uitgaven gedaan worden, in het kader van de bedrijfsvoering, ten gunste van derden. De buitenlandse belastingplichtige moet dan:

- op de door de Franse leveranciers en dienstverleners afgegeven facturen de naam en functie van de begunstigde vermelden, teneinde aan te tonen dat de belasting waarvoor teruggave gevraagd wordt betrekking heeft op uitgaven die ten gunste van derden zijn gedaan,

- en de terug te geven belasting berekenen die van toepassing is op de begunstigde derden wanneer de uitgaven betrekking hebben zowel op derden (terug te vorderen BTW) als op directieleden en/of werknemers (niet terug te vorderen BTW).

terugbetaling van de BTW op de facturen die worden uitgeschreven en voldaan in de loop van het jaar N + 1, dat wil zeggen tot en met 30 juni van het jaar N + 2.

F. De aanvrager moet in vak 9a van het formulier de aard van de handelingen aangeven waarvoor hij de goederen of diensten heeft verworven waarop het verzoek om teruggave van toepassing is (bijvoorbeeld: deelname aan de internationale tentoonstelling van te van t/m 19.., stand nr.; of: international goederenvervoer).

Indien de ruimte van vak 10 onvoldoende is, kan de aanvrager een extra blad gebruiken. Hierop dient hij, bovendien, het identifikatienummer te noteren dat hem is toegewezen door de onder A vermelde belastingdienst; het extra blad moet aan het aanvraagformulier gehecht worden.

De buitenlandse belastingplichtige is verder verplicht in rubriek 9b het hokje aan te kruisen dat met zijn situatie overeenkomt:

- het eerste hokje, indien hij in Frankrijk geen enkele levering van goederen of dienstverlening heeft uitgevoerd waarover BTW verschuldigd is;

- het tweede hokje, indien hij in Frankrijk slechts diensten heeft uitgevoerd waarover de belasting verschuldigd is door de begunstigde, krachtens artikel 259 A 3°, 4 bis, 5°, 6° en 259 B van het franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts »);

- het derde hokje, indien hij in Frankrijk slechts bepaalde van belasting vrijgestelde transportverrichtingen en bepaalde diensten van bijkomende aard en deelsluitmakend van genoemde transporthandelingen heeft uitgevoerd (zie hieronder in paragraaf I.-J.);

- het vierde hokje, indien hij in Frankrijk slechts leveringen vermeld in artikel 258 D lid I 2 van het franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts ») heeft gedaan (vereenvoudiging van de driehoeksverbanden).

- het vijfde hokje, indien hij in Frankrijk slechts leveringen en diensten vermeld in artikel 277 A I 1°, 2°, 5°, 6° en 7° van het franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts ») heeft uitgevoerd.

G. Wanneer de belastingplichtige gevestigd is in een Lid-Staat van de Europese Unie dient hij het origineel van een verklaring van belastingplicht, afgegeven door de Administratie van de Staat waar hij bevestigd is, bij het verzoek om teruggave te voegen. Deze verklaring moet voorzien zijn van de paraaf en stempel van de administratie of dienst die haar heeft afgegeven.

Indien echter de onder A vermelde belastingdienst reeds in het bezit is van een dergelijke verklaring, behoeft de aanvrager geen nieuwe verklaring te overleggen gedurende één jaar vanaf de datum van afgifte van de eerste verklaring, tenzij zijn hoedanigheid als belastingplichtige door een bepaalde gebeurtenis in twijfel kan worden getrokken.

Ter vereenvoudiging is de geldigheidsduur van de verklaring verlengd tot drie jaar. Deze verlengde termijn is echter slechts van toepassing indien het intracommunautaire identificatienummer vermeld is in hokje 3 van het formulier nr 3559, en wel vanaf het eerste verzoek om teruggave en voor de daaropvolgende verzoeken.

H. De aanvrager dient bij zijn verzoek het origineel te overleggen van de facturen of douaneformulieren waaruit de door hem betaalde bedragen van de franse BTW blijken.

I.-J. De vrijgestelde transportverrichtingen (zoals deze aan het einde van rubriek 9b van het verzoek om teruggave aangegeven zijn) betreffen met name de handelingen m.b.t. het transitoverkeer, de export of de import, evenals het internationale personenvervoer dat is vrijgesteld krachtens artikel 262-II-8° t/m 11° van het franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts »).

K. Indien de teruggave frauduleus is verkregen en tot strafrechtelijke vervolging leidt, wordt alle latere teruggave geweigerd tot een definitieve beslissing is genomen over de toe te passen boete.

L. De Franse administratie voert terugbetalingen uitsluitend in euro uit.

Zij behoudt zich de mogelijkheid voor om terugbetalingen per aan de aanvrager gerichte cheque of wissel uit te voeren.

2. INLICHTINGEN BETREFFENDE DE TOEPASSINGSMODALITEITEN IN FRANKRIJK VAN DE ACHTSTE RICHTLIJN EEG 79-1072 EN DE DERDENDE RICHTLIJN EEG 86-560 DIE DE TERUGGAVE VAN DE BTW VOORZIEN AAN NIET IN HET LAND GEVESTIGDE BELASTINGPLICHTIGEN.

A. Deze bijzondere teruggaafregeling is voorbehouden aan de ondernemingen:

a. die gevestigd zijn:
– in een Lid-Staat van de Europese Unie, met uitzondering van Frankrijk (en het Vorstendom Monaco);
– of in een derde land of op het grondgebied van de andere Lid-Staaten in de zin van artikel 260-0,1° van het Franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts »);
– of in departementen Guyane en Saint-Pierre-et-Miquelon, evenals in de Franse overzeese gebiedsdelen;

b. die in de loop van de periode waarop het verzoek om teruggave betrekking heeft, aan de twee onderstaande voorwaarden voldoen:

– vestiging buiten Frankrijk:
• hetzij van het centrum van hun economische bedrijvigheid of van de onderneming van waaruit de verrichtingen plaats vinden die recht geven op teruggave. Buitenlandse ondernemingen die in Frankrijk vestigingen bezitten wier uitsluitende activiteit bestaat in het verlenen van diensten aan hun in het buitenland gevestigde hoofdkantoor kan echter eveneens teruggave worden toegekend van de BTW die betrekking heeft op de roerende goederen en diensten verworven door de vestigingen met het doel bepaalde diensten te verlenen aan hun in het buitenland gevestigde bedrijf die door deze laatste uitsluitend gebruikt worden voor de uitvoering van handelingen waarvoor aanspraak bestaat op teruggave (Zie hieronder de paragrafen B en C). Ter verkrijging van de teruggave dient de Franse vestiging de Direction Générale des Impôts (Directoraat-Generaal der Belastingen), Service de remboursement de TVA, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van een gevolmachtigde voor de ondernemingen, die binnen de Europese Unie zijn gevestigd, of van een fiscaal vertegenwoordiger voor de ondernemingen, die buiten de Europese Unie zijn gevestigd, het formulier nr 3559 te doen toekomen, evenals de benodigde bewijsstukken, met de vermelding « Demande de remboursement présentée par l'établissement français d'un assujéti établi à l'étranger » (Verzoek om teruggave ingediend door de Franse vertiging van een in het buitenland gevestigde belastingplichtige).

• hetzij, indien zij geen hoofdkantoor of vestiging hebben, van hun woon- of verblijfplaats.
– geen levering van goederen in Frankrijk of verlening van diensten waarvoor in Frankrijk de belasting verschuldigd is.

B. De belastingplichtigen die gevestigd zijn in een Lid-Staat van de Europese Unie, buiten Frankrijk, kunnen teruggave vragen van de BTW over de diensten die hen verleend zijn of de roerende goederen die zij in Frankrijk verworven of ingevoerd hebben, in de loop van de onder I, paragraaf E vermelde periode (kwartaal of jaar), voor de uitvoering of ten behoeve van de hierna genoemde en in vak B van formulier nr 3559 omschreven handelingen:

– handelingen waarvoor de plaats van belasting zich in het buitenland bevindt (cf. art. 258 A en 259 t/m 259 C van het Franse Belastingwetboek [« Code Général des Impôts »]), maar die, indien zij in Frankrijk plaats zouden vinden, recht zouden geven op een aftrekregeling;

– dienstverleningen waarvan aangenomen wordt dat hun plaats van belasting zich buiten Frankrijk bevindt: transporthandelingen, hierboven vermeld onder I, paragraaf I-J, evenals vrijgestelde diensten die bijkomstig zijn t.a.v. genoemde goederentransporten; dienstverleningen volgens artikel 259 A 3°, 4 bis, 5°, 6° en 259 B van het Franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts ») waarover de in Frankrijk gevestigde belastingplichtige begunstigde de belasting moet voldoen;

– leveringen vermeld in artikel 258 D lid I 2 van het Franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts »), waarover de belasting verschuldigd is door de bestemming krachtens lid 2 ter van het voormelde artikel;

– leveringen en diensten vermeld in artikel 277 A I-1°, 2°, 5°, 6°, en 7° van het Franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts »).

C. De in een derde land gevestigde belastingplichtigen kunnen teruggave vragen van de belasting over de roerende goederen die zij in Frankrijk verworven of geïmporteerd hebben en de diensten die hen verleend zijn in de loop van de onder I, paragraaf E genoemde periode (kwartaal of jaar) voor de uitvoering of ten behoeve van de hierna genoemde handelingen:

– commercialisatie in Frankrijk van hun belastbare producten die zij echter niet in dit land afleveren;

– dienstverrichtingen waarvan wordt aangenomen dat de plaats van belasting zich niet in Frankrijk bevindt (onder I, paragraaf I-J vermelde transporthandelingen, evenals de vrijgestelde dienstverrichtingen die bijkomstig zijn t.a.v. genoemde goederentransporten; in artikel 259 B van het Franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts »)

bedoelde dienstverrichtingen waarover de in Frankrijk gevestigde belastingplichtige begunstigde de belasting moet voldoen).

Om in aanmerking te komen voor de bijzondere teruggaafregeling, dienen de in een derde land gevestigde belastingplichtigen een in Frankrijk gevestigde belastingplichtige en door de onder I, paragraaf A vermelde belastingdienst erkende vertegenwoordiger te benoemen. Deze vertegenwoordiger kan verplicht worden een borg te stellen. De belastingplichtigen die in een derde land gevestigd zijn behoeven geen verklaring van belastingplicht te overleggen.

Deze regeling geldt eveneens voor de belastingplichtigen die gevestigd zijn in de Franse overzeese gebiedsdelen en in de « collectivités territoriales » Mayotte en Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. De in een Lid-Staat van de Europese Unie gevestigde belastingplichtigen kunnen hetzij zelf hun verzoek om teruggave indienen, hetzij hiermee een derde belasting (met name beroepsorganisatie) die overeenkomstig de bepalingen van artikel R.*197-4 van het Franse Belastingwetboek (« Code Général des Impôts ») [Livre des procédures fiscales du Code des Impôts] over een behoorlijke volmacht moet beschikken. (Op straffe van nietigheid moet deze volmacht overgelegd worden op het ogenblik van de handeling waarop zij van toepassing is, of geregistreerd zijn voordat de betrokken handeling uitgevoerd wordt).

E. Teruggave van de BTW wordt niet verleend indien deze belasting betrekking heeft op goederen en diensten waarvoor geen recht op aftrek bestaat.

Dit geldt met name (onderstaande lijst is niet uitputtend) voor:

– goederen en diensten die niet nodig zijn voor het bedrijf;
– woon- en verblijfkosten, kosten voor recepties, restaurants, gemakkelikheden die de buitenlandse belastingplichtigen gemaakt hebben ten gunste van hun directieleden en/of werknemers (2);

– personenvervoer en de hiermee verbonden bijkomstige handelingen. De uitsluiting is echter niet van toepassing op transporthandelingen die worden uitgevoerd hetzij voor rekening van een openbare onderneming voor personenvervoer, hetzij krachtens een permanente transportovereenkomst gesloten met de bedrijven voor het vervoer van hun personeel naar de werkplaats;

– brandstoffen en uit aardolie verkregen smeermiddelen die niet in ongewijzigde staat of in de vorm van andere olieproducten geleverd of verkocht worden [met name de brandstof die door de bedrijven gebruikt wordt voor de uitvoering van transporthandelingen] (3).

– goederen die verkocht worden zonder vergoeding of tegen een vergoeding die aanmerkelijk lager is dan hun normale prijs, behalve in het geval van goederen van zeer lage waarde;

– diensten van alle aard die betrekking hebben op goederen, producten of zaken waarvoor geen recht op aftrek bestaat. Dit geldt met name voor de reparatie van voertuigen voor personenvervoer die tot het niet-gebruik van genoemde voertuigen aanleiding geeft, behalve in het geval van voertuigen verworven door openbare ondernemingen voor personenvervoer (met name taxichauffeurs) en uitsluitend bestemd voor de uitvoering van genoemde transporten.

Buitenlandse belastingplichtigen die een activiteit uitoefenen waarvoor het recht op aftrek beperkingen inhoudt, zijn aan deze beperkingen gebonden. Zo kunnen tour operators en reisbureaus die gevestigd zijn in een andere Lid-Staat geen teruggave verkrijgen van de belasting die betrekking heeft op de prijs die zij in Frankrijk betaald hebben aan transportondernemingen, hotels, restaurants, organisatoren van schouwspelen en overige belastingplichtigen die de materiële uitvoering verzorgen van de aan de klant verleende dienst.

F. Krachtens de bijzondere toepassingsregeling van de achtste richtlijn kan de BTW over de verwerving van een in Frankrijk gelegen onroerend goed niet in aanmerking komen voor teruggave.

(3) De gefactureerde BTW is echter aftrekbaar (en dus vatbaar voor teruggave):

– indien deze belasting voldaan is over een aankoop van dieselolie of vloeibaar gas (LPG) gebruikt als brandstof voor het wegtransport, zoals bepaald in tabel B van artikel 265 van het Franse douanewetboek onder douanetarief nr 27. 10 C/c, identificatie-index 19, respectievelijk 27-11 B/c, identificatie-index 3;

– indien de dieselolie en het vloeibaar gas uitsluitend gebruikt worden voor de rechtstreekse behoeften van de beroepsactiviteit van de onderneming van de niet op) het Franse belastinggrondgebied gevestigde belastingplichtige (dieselolie en LPG komen dus niet in aanmerking voor teruggave indien zij verworven worden ten behoeve van de persoonlijke reizen van de directieleden of werknemers van de onderneming).

De BTW die betrekking heeft op de import, levering en aankoop van dieselolie of LPG gebruikt voor de uitvoering van internationale transporten en op diensten die verband houden met dezelfde producten waarbij deze voor dezelfde doelstellingen gebruikt worden, is aftrekbaar.



1. ELEMENTOS DE INFORMAÇÃO PARA PREENCHER UM PEDIDO DE REEMBOLSO (1).

A. O pedido é depositado num único exemplar junto da Direction Générale des Impôts, Service de Remboursement de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Ele é feito :

a. Quando o tributário é radicado num país membro da União europeia, excepto a França, num formulário do país no qual o interessado está radicado ou, se ele preferir, num formulário francês (**impresso nº3559**) ;

b. Quando a pessoa é radicata num outro país, no formulário francês (**impresso nº3559**).

Os diferentes artigos do formulário utilizado devem ser obrigatoriamente preenchidos em francês, mesmo se for utilizado um formulário em língua estrangeira dum país membro, excepto a França. A contar de 1 de Janeiro de 2002, as somas cujo reembolso for solicitado serão obrigatoriamente mencionadas em euros (casa 5) e o pagamento será efectuado em euros (casa 7).

B. O pedido é escrito à máquina ou à mão, em letras maiúsculas.

Ele pode ser depositado no decorrer do mês seguinte ao trimestre civil (pedido trimestrial) ou no decorrer do mês de Janeiro (pedido anual), mas, em todo caso, no mais tardar em 30 de Junho do ano seguinte ao de referência do pedido (para a determinação do período — trimestre ou ano — no qual pode ser feito o pedido de reembolso, vide parágrafo E).

C.-D. Se houver um pedido já apresentado, o número de identificação fiscal atribuído pelo serviço indicado no parágrafo A deve ser inscrito no espaço acima do pedido.

E. O pedido deve referir-se a bens ou a serviços adquiridos ou importados em França no decorrer dum período correspondendo :

— no trimestre civil, quando a quantia do imposto cujo reembolso é pedido for no mínimo igual a 200 euros, arredondados para mais ou para menos, no limite de 10% ;

— no ano civil, no caso contrário. Neste caso, o pedido somente será aceite se o total do imposto cujo reembolso for solicitado for no mínimo igual a 250 euros, arredondados para mais ou para menos, no limite de 10% ;

Quando o total do imposto a ser reembolsado para um trimestre civil for inferior a 200 euros, poderá ser transferido ao(s) pedido(s) depositado(s) para o(s) trimestre(s) seguinte(s).

Todavia, vendo-se que o reembolso referente ao quarto trimestre civil é inferior a 200 euros, a quantia em referência deve ser considerada como o saldo dum ano civil, reembolsável somente se o total for no mínimo igual a 250 euros.

Quando um expositor pagar um adiantamento no decurso do ano N, a título da sua participação num salão que se desenrolar durante o ano N + 1, admite-se que este expositor, mediante pedido seu, possa apresentar o pedido de reembolso da taxa relativa ao adiantamento dentro do prazo aplicável ao pedido de reembolso do IVA relativo às facturas emitidas e pagas no decurso do ano N + 1, isto é, até ao dia 30 de Junho do ano N + 2.

(1) O terreno de aplicação do reembolso do IVA concedido em França às pessoas radicadas no exterior (pessoas e operações concernidas pelo reembolso) está designado no parágrafo 2.

(2) Todavia, o reembolso é admitido quando essas despesas forem contraídas, para as necessidades da exploração, em proveito de terceiros. O tributário estrangeiro deverá então:

— mencionar, nas facturas emitidas pelos fornecedores franceses, a identidade e a qualidade dos beneficiários, a fim de justificar que a taxa cujo reembolso é solicitado concerne despesas contraídas em benefício de terceiros ;
— e determinar a taxa a ser restituída, proporcionalmente ao número de terceiros, quando essas despesas forem contraídas ao mesmo tempo em benefício de terceiros (IVA reembolsável) e de dirigentes e/ou assalariados (IVA não reembolsável).

F. O requerente indica, no quadro 9a do pedido, a natureza das operações pelas quais ele adquiriu os bens e serviços visados pelo pedido de reembolso (por exemplo: participando à exposição internacional de a do dia até stand nº ; ou: transporte internacional de mercadorias).

Caso o tamanho do quadro 10 for insuficiente, o requerente utilizará uma folha complementar. Esta folha terá no cabeçalho, o número de identificação atribuído pelo serviço indicado acima no parágrafo A e será anexado ao formulário do pedido.

O tributário estrangeiro deve, por outro lado, obrigatoriamente, fazer uma cruz num dos cinco quadros 9b correspondente à sua situação, isto é:

— no primeiro quadro, se não realizou em França nenhuma entrega de bens, nem nenhuma prestação de serviços tributáveis ao IVA ;

— no segundo quadro, se só realizou em França prestações de serviços para as quais a taxa é devida unicamente pelo beneficiário, no sentido dos artigos 259 A 3º, 4º bis, 5º, 6º e 259 B do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts ») ;

— no terceiro quadro, se só realizou em França determinadas prestações de transporte isentas e determinadas prestações de serviços acessórias a essas prestações de transporte (cf. I.-J. abaixo) ;

— no quarto quadro, se só realizou em França entregas mencionadas no artigo 258 D I-2 do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts ») [simplificação das operações triangulares].

— no quinto quadro, se só realizou em França entregas e prestações designadas no artigo 277 A I-1º, 2º, 5º, 6º e 7º do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts »).

G. Quando o tributário estiver radicado num país membro da União europeia, ele anexará ao pedido de reembolso, o original do atestado de imposição passado pela Administração do país no qual ele estiver radicado.

Este atestado deverá necessariamente comportar o visto e o carimbo da administração ou do serviço que o emitiu.

Como medida de simplificação, a duração de validade do atestado é aumentada para três anos. O benefício desta medida fica, todavia, subordinado à menção do número de identificação intracomunitário no quadro 3 do impresso nº 3559, a partir do primeiro pedido de reembolso e para os pedidos seguintes.

Todavia, quando o serviço visado acima no parágrafo A estiver em posse dum atestado, o requerente ficará dispensado de fornecer um novo atestado durante um período dum ano, a partir da data de emissão do primeiro atestado, salvo se surgir um evento qualquer que possa contrariar sua qualidade de tributável.

Como medida de simplificação, a duração de validade deste atestado é aumentada para três anos, sob a condição de que seja mencionado o número de identificação intracomunitário no quadro 3 do impresso nº 3559, desde o primeiro pedido de reembolso e para os pedidos subsequentes.

H. O pedido será acompanhado dos originais das faturas ou dos documentos de importação estabelecendo os totais do IVA francês pagos pelo requerente.

I.-J. Os serviços de transporte exonerados (visados no fim do artigo 9b do pedido de reembolso) são, notadamente, os transportes ligados ao trânsito, à exportação ou em último caso, à importação de bens, assim como, os transportes internacionais de passageiros exonerados em aplicação do artigo 262.II-8º ao IIº do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts »).

K. Se o reembolso for obtido de maneira fraudulenta e ocasionar um processo penal, qualquer reembolso ulterior será recusado até a decisão definitiva sobre as penalidades inerentes.

L. A Administração francesa efectua os reembolsos unicamente em euros.

Ela reserva-se a possibilidade de reembolso sob a forma de cheque ou de vale postal endereçado ao requerente.

2. ELEMENTOS DE INFORMAÇÃO SOBRE AS MODALIDADES DE APLICAÇÃO EM FRANÇA DA OITAVA DIRECTIVA 79-1072 CEE E DA DECIMA-TERCEIRA DIRECTIVA 86-560 CEE QUE PREVEEM O REEMBOLSO DO IVA AS TRIBUTARIOS NÃO RADICADOS NO PAÍS.

A. Este processo especial de reembolso é reservado às empresas :

a. Que estão radicadas :
– num país membro da União europeia, excepto a França (e o Principado de Mónaco);
– ou num país terceiro ou no território dos outros Estados membros no sentido do artigo 260-0, 1º do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts »);
– ou nos departamentos da Guiana ou de Saint-Pierre-et-Miquelon, assim como, nos territórios franceses d’Ultramar;

b. Que, no decorrer do período coberto pelo pedido de reembolso, reuniram as duas condições seguintes:

– localização, fora de França:
• ou da sede de sua actividade económica ou da empresa, a partir da qual foram realizadas as operações dando direito ao reembolso. Todavia, admite-se que as empresas estrangeiras que possuem, em França, empresas cuja actividade consiste unicamente a prestar serviços à sua sede estrangeira, possam igualmente obter o reembolso do IVA relativo aos bens móveis e serviços adquiridos pelas empresas para permitir-lhes prestarem à sua sede estrangeira, prestações que estão utilizadas, exclusivamente, para a realização de operações dando direito ao reembolso. (Vide B et C abaixo). Para obter o reembolso, a empresa francesa envia à Direction Générale des Impôts (Direcção-Geral dos Impostos), Service de remboursement de TVA, directamente, ou por intermédio de um procurador no que respeita às empresas estabelecidas dentro da União europeia ou por intermédio de um representante fiscal no que respeita às empresas estabelecidas fora da União europeia, o formulário nº 3559, com os documentos justificativos e com a menção « Demande de remboursement présentée par l’établissement français d’un assujetti établi à l’étranger » (Pedido de reembolso apresentado por uma firma francesa dum pessoa tributável domiciliada no estrangeiro).

• ou do seu domicílio ou de sua residência habitual (quando não houver sede ou firma);
– não-realização dum operação de entrega de bens em França ou de prestações de serviço cujo lugar de imposição estiver situado em França.

B. Os tributários radicados num país membro da União europeia, excepto a França, podem pedir o reembolso do IVA, onerou os serviços que lhes foram prestados ou os bens móveis que foram adquiridos ou importados em França, no decorrer do período previsto, título I, parágrafo E acima (trimestre ou ano civil), para a realização ou para as necessidades das operações designadas abaixo e corporizadas no quadro do pedido nº 3559 :

– operações cujo lugar de tributação é situado no estrangeiro (cf. art. 258 A e 259 a 259 C do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts »), mas que dariam direito à dedução, se este lugar estivesse situado em França ;

– prestações cujo lugar de imposição é conhecido como não sendo em França: operações de transporte visadas acima no título nº I, parágrafo I.-J., as quais se acrescentam as prestações exoneradas, acessórias àquelas destes transportes ligados aos bens: prestações designadas nos artigos 259 A 3º, 4 bis, 5º, 6º e 259 B do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts »), para as quais, o imposto é devido pelo beneficiário tributável radicado em França ;

– entregas mencionadas no artigo 258 D I-2 do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts »), para as quais a taxa é devida pelo destinatário, em cumprimento do mesmo artigo, 2 ter.

– entregas e prestações mencionadas no artigo 277 A I-1º, 2º, 5º, 6º e 7º do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts »).

C. Os tributários radicados num outro país podem pedir o reembolso do imposto que onerou os bens móveis que eles adquiriram ou importaram em França e os serviços que lhes foram prestados no decorrer do período previsto, título I, parágrafo E acima (trimestre ou ano civil) para a realização ou para as necessidades das operações abaixo:

– comercialização em França de seus produtos tributáveis, mas que por outro lado, eles não efectuaram a entrega neste país;

– prestações cujo lugar de tributação é conhecido como não sendo em França (operações de transporte visadas acima no título I, parágrafo I.-J., às quais acrescentam-se as prestações exoneradas acessórias a destes transportes, referindo-se a bens; prestações designadas no artigo 259 B

do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts ») pelas quais o imposto é devido pelo beneficiário tributável radicado em França).

Para beneficiar do processo especial de reembolso, as pessoas tributáveis radicadas num outro país devem designar um representante tributável radicado em França e admitido pelo serviço designado acima, título I, parágrafo A.

Este representante pode ser obrigado a dar uma caução. As pessoas radicadas num outro país não são obrigadas a apresentarem um atestado de tributação.

Este sistema é aplicado igualmente às pessoas radicadas nos territórios franceses de Mayotte e de Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. Os tributários radicados num país membro da União europeia podem, ou apresentar eles-mesmos seu pedido de reembolso ou fazê-lo por intermédio dum outra pessoa (organização profissional notadamente) que deverá justificar, em conformidade às disposições do artigo R.*197-4 do Livro dos processos fiscais do Código francês dos Impostos (« Code Général des Impôts ») dum mandato em regra. (O mandato deve, sob pena de nulidade, ser produzido ao mesmo tempo que o acto que ele autoriza, ou registado antes da execução do referido acto).

E. O IVA não é reembolsável quando estiver ligado a bens e serviços excluídos do direito de dedução.

É, em particular, desta maneira (lista não exaustiva) do imposto relativo a:

– bens e serviços não necessários às necessidades de funcionamento ;

– despesas de alojamento ou de hospedagem, de recepção, de restaurante ou de espectáculos contraídos pelos tributários estrangeiros em proveito dos seus dirigentes e/ou assalariados (2);

– transportes de pessoas e operações acessórias a estes transportes. Todavia, excepção feita aos transportes efectuados ou por conta dum empresa de transportes públicos de passageiros ou em virtude dum contrato permanente de transporte, concluído pelas empresas para levar o seu pessoal nos locais de trabalho;

– carburantes e lubrificantes de origem petrolífera que não são enrigues ou vendidos em bruto ou em forma d’outros produtos petrolíferos (por exemplo, carburante utilizado pelas empresas para a realização de transportes (3);

– bens cedidos sem remuneração ou por intermédio dum remuneração muito inferior ao seu preço normal, salvo, tratando-se de bens de muito pouco valor;

– serviços de qualquer natureza relativos a bens, produtos ou mercadorias excluídos do direito de dedução. Em particular para o conserto de veículos de transporte de pessoas, constituindo uma imobilização, excepto, do conserto de veículos adquiridos pelas empresas de transportes públicos de passageiros (motorista de táxi, em particular) e destinados exclusivamente à realização dos ditos transportes.

Por outro lado, os tributários estrangeiros estão sujeitos a limites, quando exercerem uma actividade pela qual o direito a dedução comportar limitações. Assim, os organizadores de circuitos turísticos e as agências de viagens radicadas num outro país membro não podem obter o reembolso do imposto relativo ao preço pago em França às empresas de transporte, aos hoteleiros, aos restaurantes, às empresas de espetáculos e às outras pessoas que executarem materialmente os serviços utilizados pelo cliente.

F. O IVA que onerou a aquisição dum imóvel situado em França não pode dar lugar a um reembolso, segundo o processo especial de aplicação da oitava directiva.

(3) Todavia, o IVA facturado será dedutível (por conseguinte reembolsável):

– quando tiver sido pago em aquisições de gasóleo ou de gás de petróleo liquefeito (GPL) utilizado como combustível rodoviário designados respectivamente no quadro B do artigo 265º do Código francês das Alfândegas, sob o número de tarifa aduaneira 27.10 Cic, índice de identificação 19 e 27-11 B1c índice de identificação 3;

– o gasóleo ou o gás de petróleo liquefeito é exclusivamente utilizado para as necessidades directas da actividade profissional da empresa do tributário não instalado no território fiscal francês (assim, por exemplo, não haverá nenhum direito a reembolso para o gasóleo ou o GPL adquiridos para as necessidades das deslocações pessoais dos dirigentes ou empregados da empresa).

O IVA referente às importações, entregas e compras de gasóleo ou de GPL utilizados para a realização de transportes internacionais, bem como aos serviços referentes aos mesmos produtos utilizados para os mesmos fins, é dedutível.



1. ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΑΚΑ ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΠΡΟΣ ΣΥΜΠΛΗΡΩΣΗ ΤΗΣ ΑΙΤΗΣΕΩΣ ΕΠΙΣΤΡΟΦΗΣ (1)

A. Η αίτηση κατατίθεται σε ένα αντίτυπο στη Γενική Διεύθυνση Φορολογίας, Direction Générale des Impôts, Service de Remboursement de T.V.A., 10, rue d'Uzès, 75080 Paris Cedex 02.

Συντάσσεται:

α. Εις περιπτώσιν που ο φορολογούμενος είναι εγκατεστημένος εις άλλο εκτός της Γαλλίας κράτος-μέλος της Κοινότητας, στο έντυπο του κράτους όπου ο ενδιαφερόμενος είναι εγκατεστημένος ή, εάν προτιμά, στο Γαλλικό έντυπο (υπόδειγμα έντυπου υπ' αριθμόν 3559).

β. Εις περιπτώσιν που ο φορολογούμενος είναι εγκατεστημένος εις τρίτην χώραν, στο Γαλλικό έντυπο (υπόδειγμα έντυπου υπ' αρ. 3559). Οι διάφορες επικεφαλίδες του χρησιμοποιούμενου εντύπου συμπληρώνονται υποχρεωτικώς στην Γαλλική γλώσσα εστω και αν χρησιμοποιείται έντυπο συντεταγμένο στη ξένη γλώσσα άλλου, εκτός της Γαλλίας, κράτους μέλους. Από 1^{ης} Ιανουαρίου 2002, τα ποσά των οποίων ζητείται η επιστροφή αναγράφονται υποχρεωτικά σε ευρώ (τετραγωνίδιο 5) και καταβάλλονται σε ευρώ (τετραγωνίδιο 7).

B. Η αίτησις συντάσσεται με την γραφομηχανή ή με την χρησιμοποιήσιν γραμμάτων τύπου.

Δύναται να κατατίθεται κατά την διάρκεια του μηνός που ακολουθεί το ημερολογιακό τρίμηνο (τριμηνιαία αίτησις), ή κατά την διάρκεια του μηνός Ιανουαρίου (έτησια αίτησις), αλλά όπωσδήποτε πάντως, το αργότερον στις 30 Ιουνίου του έτους που ακολουθεί εκείνου στο οποίο αφορά η αίτησις (για τόν προσδιορισμό της περιόδου - τρίμηνο ή έτος - στην οποία δύναται να αναφέρεται η αίτησις επιστροφής, βλέπε κατωτέρω εις **E**).

Γ-Δ. Εις περιπτώσιν που έχει κατατεθεί προηγουμένη αίτησις, ο αριθμός φορολογικής ενδείξεως ο χορηγηθείς υπό της ανωτέρω εις **A** δηλωμένης υπηρεσίας, αναγράφεται στο πλαίσιο το εικονιζόμενο στο άνω μέρος της αίτησεως.

E. Η αίτησις πρέπει να αφορά εις τὰ περιουσιακά στοιχεία η-εις τις υπηρεσίες που απέκτησαν ή εισήχθησαν στην Γαλλία κατά την διάρκεια περιόδου αποτελούμενης:

- από το ημερολογιακό τρίμηνο, όταν το συνολικό ποσό του Φ.Π.Α. του οποίου ζητείται η επιστροφή είναι τουλάχιστον ίσο με 200 ευρώ στρογγυλοποιημένο στην ανώτερη ή κατώτερη μονάδα στα όρια του 10%.

- από το ημερολογιακό έτος, στην αντίθετη περίπτωση. Έν τῃ περιπτώσει ταύτῃ, η αίτησις δύναται να γίνεται δεκτή μόνον ἐφ' ὅσον το συνολικό ποσό του φόρου του οποίου ζητείται η επιστροφή είναι τουλάχιστον ίσον με 25 ευρώ στρογγυλοποιημένο στην ανώτερη ή κατώτερη μονάδα στα όρια του 10%.

Όταν το ποσό του έπιτροπρέπτον Φ.Π.Α., αναφορικῶς με το ημερολογιακό τρίμηνο, είναι κατώτερον τῶν 200 ευρώ, τούτο δύναται να μεταφερθεῖ στην αίτησιν (ἢ στις αίτησεις) που θὰ κατατεθεῖ (ἢ θὰ καταθεθῶν) τὸ ἐπόμενον (ἢ τὰ ἐπόμενα) τρίμηνο (τρίμηνα), αναφορικῶς με τὸ (τὰ) ἐπόμενο-να τρίμηνο-να. Έν τούτοις ὅμως, εἰάν καθίσταται φανερό ὅτι ἡ ἐπιστροφή ἢ συνδεομένη με τὸ τέταρτο ημερολογιακό τρίμηνο εἶναι κατώτερη τῶν 200 ευρώ, τὸ ποσὸ περὶ τοῦ ὁποῖου πρόκειται θὰ θεωρεῖται ὡς τὸ ὑπόλοιπον ημερολογιακοῦ ἔτους, δυναμένου να ἐπιστραφεῖ μόνον ἐφ' ὅσον το συνολικὸ του ποσὸ εἶναι τουλάχιστον ἴσο με 25 ευρώ.

Όταν ἕνας εκθέτης καταβάλει τὸ ἐτος N προκαταβολές για συμμετοχὴ σε σαλόνι που λαμβάνει χώρα τὸ ἐτος N+1, εἶναι γίνεαι αποδεκτὸ ὅτι ο εκθέτης αὐτός, θα μπορέσει, εφόσον τὸ ζητήσει, να καταθέσει την αίτησιν ἐπιστροφῆς του φόρου που προκύπτει ἀπὸ τις προκαταβολές στην προθεσμία που εφαρμόζεται για την αίτησιν ἐπιστροφῆς του Φ.Π.Α. ὅσον ἀφορὰ τὰ τιμολόγια που εκδόθηκαν και ἐξοφλήθηκαν κατά τὴν διάρκεια του ἔτους N+1, δηλαδὴ ἕως την 30ῆ Ιουνίου του ἔτους N+2.

ΣΤ. Ὁ αἰτὼν δηλώνει, στὸ τετραγωνίδιο 9α τῆς αίτησεως, τὴν φύσιν τῶν υποθέσεων λόγῳ τῶν ὁποίων ἀπέκτησε τὰ περιουσιακά στοιχεία και τὶς υπηρεσίες στὰ ὁποῖα (σὶς ὁποῖες) ἀναφέρεται ἡ αίτησις ἐπιστροφῆς (τοῦ Φ.Π.Α.), π.χ.: συμμετοχὴ σὴ διεθνή ἔκθεση εις ἀπὸ ἕως Περίπτερο ἀριθμ. ἢ, διεθνὴς μεταφορὰ ἐμπορευμάτων.

(1) Ἡ ἔκτασις ἐφαρμογῆς τοῦ δικαιώματος ἐπιστροφῆς τοῦ Φ.Π.Α. ἢ παρεχομένη ἐν Γαλλία στους ἐγκατεστημένους στὸ ἐξωτερικὸ φορολογουμένους (πρόσωπα και πράξεις σὶς ὁποῖες ἀφορὰ ἡ ἐπιστροφή), διευκρινίζεται εις Κεφάλαιον 2.

(2) Παραταῦτα, ἡ ἐπιστροφή εἶναι αποδεκτὴ σε περίπτωση που τα ἐξόδα αὐτὰ καταβάλλονται, για τις ἀνάγκης της εκμετάλλευσῆς, προς ὄφελος τρίτων. Στην προκειμένη περίπτωση ο ἀλλοδαπὸς υποκείμενος στο φόρο θα πρέπει:

- να αναγράφει στα τιμολόγια που εκδίδονται ἀπὸ τους γάλλους προμηθευτές την ταυτότητα και την ιδιότητα των δικαιούχων ὡστε να δικαιολογῆ ὅτι ἡ αὐτούμενη ἐπιστροφή φόρου ἀναφέρεται σε δαπάνες που ἔχουν καταβληθεῖ προς ὄφελος τρίτων,

- και να προσδιορίσει τον φόρο που πρέπει να επιστραφεῖ ἀνάλογα με τον ἀριθμὸ των τρίτων, σε περίπτωση που οι δαπάνες αὐτές ἔχουν καταβληθεῖ ταυτόχρονα προς ὄφελος τρίτων (για τις ὁποῖες ἐπιστρέφεται ο Φ.Π.Α.) και προς ὄφελος διευθυνόντων και/ἢ μισθωτῶν (για τις ὁποῖες δεν ἐπιστρέφεται ο Φ.Π.Α.).

Στὴν περίπτωση που ὁ χῶρος στὸ τετραγωνίδιο 10 εἶναι ἀνεπαρκής, ὁ αἰτὼν θὰ χρησιμοποιήσει συμπληρωματικὸ φύλλο χάρτου. Τὸ φύλλο αὐτὸ θὰ ἀναγράφει στὸ ἄνω μέρος τὸν ἀριθμὸ φορολογικῆς ἐνδείξεως τὸν χορηγηθέντα ὑπὸ τῆς ανωτέρω εις **A** δηλωμένης υπηρεσίας, και θὰ προσαρτῆται εις τὸ έντυπο τῆς αίτησεως.

Ὁ ἀλλοδαπὸς φορολογούμενος ὀφείλει ἐξάλλου ὑποχρεωτικὰ νὰ συμπληρώσει ἕνα ἀπὸ τὰ πέντε τετραγωνίδια 9β που ἀντιστοιχεῖ στην κατάστασιν του, δηλαδὴ:

- τὸ πρῶτο τετραγωνίδιο ἂν δὲν πραγματοποιήσε στή Γαλλία καμία παράδοσιν ἀγαθῶν ἢ παροχὴ υπηρεσιῶν ὑποκείμενων σὲ Φ.Π.Α.

- τὸ δεύτερο τετραγωνίδιο ἂν πραγματοποιήσε στή Γαλλία μόνον παροχές υπηρεσιῶν για τις ὁποῖες ὁ φόρος ὀφείλεται ἀποκλειστικὰ ἀπὸ τὸν λήπτη αὐτῶν κατὰ τὴν ἔννοια τῶν ἄρθρων 259Α 3°, 4 δις, 5°, 6° και 259B τοῦ γαλλικοῦ Γενικοῦ Φορολογικοῦ Κώδικα

- τὸ τρίτο τετραγωνίδιο ἂν πραγματοποιήσε στή Γαλλία μόνον ὀρισμένες παροχές μεταφορικῶν υπηρεσιῶν που ἀλλάσσονται τοῦ φόρου και ὀρισμένες παροχές και πρόσθετων υπηρεσιῶν για τις ἀνωτέρω μεταφορικῆς υπηρεσίες (προβλ. παράγραφο **Θ-I** κατωτέρω)

- τὸ τέταρτο τετραγωνίδιο ἂν πραγματοποιήσε στή Γαλλία μόνον παραδόσεις που ἀναφέρονται στὸ 2 τοῦ I τοῦ ἄρθρου 258D τοῦ γαλλικοῦ Γενικοῦ Φορολογικοῦ Κώδικα (ἀπλούστευση τῶν τριγωνικῶν ἐμπορικῶν πράξεων)

- τὸ πέμπτο τετραγωνίδιο ἂν πραγματοποιήσε στή Γαλλία μόνον παραδόσεις και παροχές που ἀναφέρονται στὸ 1°, 2°, 5°, 6°, και 7° τοῦ I τοῦ ἄρθρου 277Α τοῦ γαλλικοῦ Γενικοῦ Φορολογικοῦ Κώδικα.

Z. Όταν ὁ φορολογούμενος εἶναι ἐγκατεστημένος εις Κράτος-μέλος τῆς Κοινότητας, ἐπισυνάπτει στην αίτησιν ἐπιστροφῆς τοῦ φόρου τὸ πρωτότυπον τῆς βεβαίωσης ὑποβολῆς του εις φορολόγια, τὸ χορηγούμενο ἀπὸ τὴν Δημοσίαν Ὑπηρεσίαν του Κράτους στο ὁποῖο εἶναι ἐγκατεστημένος. Ἡ βεβαίωσις αὐτὴ πρέπει να φέρει υποχρεωτικὰ θεώρησιν και σφραγίδα τῆς διοικήσεως ἢ τῆς υπηρεσίας που τὴν χορηγῆσει.

Έν τούτοις, ὅταν ἡ ἀνωτέρω εις **A** ἀναφερομένη υπηρεσία εἶναι ἤδη κάτοχος τῆς αὐτῆς βεβαίωσης, ὁ αἰτὼν ἀλλάσσεται τῆς ὑποχρέωσης νὰ χορηγήσει καὶ νέα κατά τὴν διάρκειαν περιόδου ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἐκδόσεως τῆς πρώτης βεβαίωσης, ἐκτός εἰάν ἐπέλθει γεγονὸς θέτον ἐν ἀμφιβολῇ τὴν ιδιότητά του ὡς φορολογούμενου.

Για λόγους ἀπλοποίησης, ἡ διάρκεια ἰσχύος τῆς βεβαίωσης παρατείνεται στα τρία ἔτη, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι στο πλαίσιο 3 του εντύπου υπ' αριθ. 3559 ἀναφέρεται ο διακοινοτικὸς ἀριθμὸς ἀναγνώρισης τόσο στην πρώτη αίτησιν ἐπιστροφῆς καθὼς και στις αίτησεις που ακολουθοῦν.

H. Εἰς τὴν αίτησιν ἐπισυνάπτονται τὰ πρωτότυπα τῶν τιμολογίων ἢ τῶν ἐγγράφων εἰσαγωγῆς εις τὰ ὁποῖα καθορίζεται τὸ ποσὸ τοῦ Φ.Π.Α. τοῦ βαρυνόντος τὸν αἰτούντα.

Θ-I. Οἱ ἀφορολόγητες παροχές μεταφορικῶν υπηρεσιῶν (σὶς ὁποῖες γίνεται ἀναφορὰ στὸ τέλος τῆς επικεφαλίδος 9β τῆς αίτησεως ἐπιστροφῆς) εἶναι, κυρίως, οἱ μεταφορές που σχετίζονται με τὸ διαμετακομιστικὸ ἐμπόριο (TRANSIT), τις ἐξαγωγές ἢ ἐνδεχομένως με τις εἰσαγωγές ἀγαθῶν, καθὼς και οἱ διεθνεῖς μεταφορὲς ταξιδιωτῶν που ἀλλάσσονται φόρου κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 262-II, ἐδ -8 ἕως 11 τοῦ Γαλλικοῦ Κώδικος Φορολογίας.

ΙΑ. Εἰς περιπτώσιν κατὰ τὴν ὁποῖαν ἡ ἐπιστροφή (τοῦ Φ.Π.Α.) ἐπετεύχῃ δολίως και παρεχῆ λαβὴν εις ποικιλῆν δῶρον, ὁποιοδήποτε μεταγενέστερη αίτησις ἐπιστροφῆς θὰ ἀπορρίπτεται μέχρι τῆς ἐκδόσεως ὀριστικῆς ἀποφάσεως ὡς πρὸς τὴν ἐπισυρομένην ἐν προκειμένῳ ποιήν.

ΙΒ. Οἱ ἐπιστροφές στις ὁποῖες προβαίνει ἡ Γαλλικὴ Διοίκηση γίνονται ἀποκλειστικὰ σε ευρώ.

Διατηρεῖ τὴ δυνατότητα ἐπιστροφῆς του Φ.Π.Α. με ἐπιταγὴ ἢ ἐμβάμα που ἀπευθύνονται στον αἰτούντα.

2. ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΑΚΑ ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΠΕΡΙ ΤΟΥ ΤΡΟΠΟΥ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΕΝ ΓΑΛΛΙΑ ΤΗΣ ΟΓΔΩΝΣ ΟΔΗΓΙΑΣ 79-1072 ΚΑΙ ΤΗΣ ΔΕΚΑΤΗΣ ΤΡΙΤΗΣ ΟΔΗΓΙΑΣ 86-560 ΤΗΣ Ε.Ο.Κ. ΟΙ ΟΠΟΙΕΣ ΠΡΟΒΛΕΠΟΥΝ ΤΗΝ ΕΠΙΣΤΡΟΦΗ ΤΟΥ Φ.Π.Α. ΕΙΣ ΤΟΥΣ ΜΗ ΕΓΚΑΤΕΣΤΗΜΕΝΟΥΣ ΕΙΣ ΤΗΝ ΧΩΡΑΝ ΦΟΡΟΛΟΓΟΥΜΕΝΟΥΣ.

A. Η ειδική αυτή διαδικασία ἐπιστροφῆς προορίζεται ἀποκλειστικῶς για τις ἐπιχειρήσεις:

α. οἱ ὁποῖες εἶναι ἐγκατεστημένες:

- εις ἄλλο, εκτός τῆς Γαλλίας και τοῦ Πριγκηπάτου τοῦ Μονακό, Κράτος-μέλος τῆς Ἑυρωπαϊκῆς Οικονομικῆς Κοινότητας, ἢ,

- στην επικράτεια τῶν ἄλλων κρατῶν-μελῶν ἀναφερομένη στο σημείο 1° του ἄρθρου 256-0 του γαλλικοῦ Γενικοῦ Φορολογικοῦ Κώδικα, ἢ,

- εις τὰ διαμερίσματα τῆς Γουάνας ἢ τοῦ Σαιν-Πιέρ-ε-Μικελόν, ὡς και εις τὰ ὑπερπόντια Γαλλικὰ ἐδάφη.

β. οἱ ὁποῖες, καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου τῆς καλυπτομένης ὑπὸ τῆς αίτησεως ἐπιστροφῆς, συνεκέντρωσαν τις ἀκόλουθες δύο προϋποθέσεις:

- γεωγραφικὸς ἐντοπισμὸς, εκτός Γαλλίας,

• εἶτε τις ἔδρας τῆς οικονομικῆς δραστηριότητός των ἢ τοῦ παραρτήματος ἐκ τοῦ ὁποῖου προήλθεν ἡ ἐκτέλεσις τῶν ἐμπορικῶν πράξεων που δημιουργοῦν τὸ δικαίωμα ἐπιστροφῆς (τοῦ Φ.Π.Α.). Ἀναγνωρίζεται, ἐν τούτοις, τὸ δικαίωμα σὶς ξένες ἐπιχειρήσεις που ἔχουν παραρτήματα στή Γαλλία και τῶν ὁποῖων ἀποκλειστικὸ ἀντικείμενο τῆς δραστηριότητός των εἶναι ἡ παροχὴ υπηρεσιῶν στή ἔδρα τους στὸ ἐξωτερικὸ, νὰ δύναται, ἐπίσης, νὰ ἐπιτυγχάνουν τὴν ἐπιστροφή τοῦ Φ.Π.Α. τοῦ ἀφοροτῶν τὴν κτήσιν υπηρεσιῶν καὶ κινητῶν ἀγαθῶν ἀπὸ τὰ ἐν λόγω παραρτήματα που γίνεται πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἀποκοτῶν τὴν δυνατότητα χορηγήσεως στήν ἔδρα τους τῶν ἐξωτερικῶν, παροχῶν που ἡ τελευταία χρησιμοποιεῖ ἀποκλειστικῶς και μόνον για τὴν πραγματῶσιν ἐμπορικῶν πράξεων συνεπαγομένων δημιουργία τοῦ δικαιώματος ἐπιστροφῆς τοῦ Φ.Π.Α. (βλέπε κατωτέρω **B** και **Γ**). Πρὸς ἐπίτευξιν τῆς ἐπιστροφῆς

του Φ.Π.Α., τό εν Γαλλία παρήρτημα άποστέλλει στή Γενική Διευθυνσιν Φορολογίας, SERVICE DE REMBOURSEMENT DE T.V.A., είτε άπ' ευθείας είτε μέσω πληρεξουσίου για τις επιχειρήσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης, είτε μέσω ενός φορολογικού αντιπροσώπου για τις επιχειρήσεις εκτός Ευρωπαϊκής Ένωσης, τό έντυπον υπ' άρ. 3559 μετά των, πρόσ στήριξιν των διαλαμβανομένων εις αυτό, δικαιολογητικών εγγράφων, φέρων τήν μνείαν «Αίτησης επιστροφής ύποβαλλομένη από τό εν Γαλλία ύποκατάστημα φορολογουμένου έγκατεστημένου στο έξωτερικό».

• **είτε**, εις περιπτώσιν μη ύπάρξεως έδρας ή ύποκαταστήματος, του τόπου κατοικίας των ή της συνήθους διαμονής των.

- μη έκτέλεσις παραδόσεων αγαθών εις Γαλλίαν ή παροχών υπηρεσιών των όποιων ό τόπος φορολόγησας τοποθετείται στή Γαλλία.

Β. Οί φορολογούμενοι οί έγκατεστημένοι εις άλλο, εκτός της Γαλλίας, Κράτος της Κοινότητος, δύνανται νά ζητήσουν τήν επιστροφήν του Φ.Π.Α. που έπεβάρυνε τις εις αυτούς παρασχεθείσας ύπηρεσίες ή τά κινητά αγαθά που απέκτησαν ή εισήγαγον εις Γαλλίαν κατά τήν διάρκειαν της προβλεπομένης περιόδου (κεφάλαιον I, παράγραφος **Β**, άνωτέρω) (ήμερολογιακό τρίμηνο ή έτος), πρόσ τόν σκοπόν της πραγματοποιήσας ή χάριν των αναγκών των κάτωθι όριζομένων έμπορικών πράξεων, αναγραφομένων εις τό πλαίσιον 96 της αίτησας υπ' άριθ. 3559:

- έμπορικές πράξεις των όποιων ό τόπος φορολόγησας τοποθετείται στο έξωτερικό (προβλ. 258 Α και 259 ώς 259 C του γαλλικού Γενικού Φορολογικού Κώδικα) οί όποίες όμως θά παρείχαν δικαίωμα έκπτωσης άν ό τόπος αυτός βρισκόταν στή Γαλλία

- έμπορικές πράξεις των όποιων ό τόπος φορολόγησας θεωρείται μη εύρισκόμενος εις Γαλλίαν: πράξεις μεταφορών άποτελοΰσας, άνωτέρω, άντικείμενον του κεφαλαίου I, παράγραφος **Θ-Ι**, στις όποιες προστίθενται οί άφορολόγητες παροχές και συμπληρωτικές των μεταφορών εκείνων που έχουν ως άντικείμενο τά αγαθά, παροχές αναφερόμενες στα άρθρα 259 Α 3°, 4 δις, 5°, 6° και 259 Β του γαλλικού Γενικού Φορολογικού Κώδικα για τις όποιες ό Φ.Π.Α. όφείλεται από τόν δικαιούχον (της παροχής) φορολογούμενον, έγκατεστημένον εις Γαλλίαν

- παραδόσεις που αναφέρονται στο 2° του I του άρθρου 258 D του γαλλικού Γενικού Φορολογικού Κώδικα για τις όποιες ό φόρος όφείλεται από τόν παραλήπτη κατ' εφαρμογήν του 2 ΤΕΡ (2β) του ίδιου άρθρου

- παραδόσεις και παροχές που αναφέρονται στο 1°, 2°, 5°, 6° και 7° του I του άρθρου 277Α του γαλλικού Γενικού Φορολογικού Κώδικα.

Γ. Οί φορολογούμενοι, έγκατεστημένοι εις τρίτην χώραν, δύνανται νά ζητήσουν τήν επιστροφήν του φόρου που έπεβάρυνε τά κινητά αγαθά που απέκτησαν ή εισήγαγον εις Γαλλίαν και τις ύπηρεσίες που παρεσχέθησαν σ' αυτούς κατά τήν διάρκειαν της προβλεπομένης περιόδου (Κεφάλαιο I, παράγραφος **Β** άνωτέρω - ήμερολογιακό τρίμηνο ή έτος), για τήν εκτέλεσιν ή λόγω των αναγκών των κάτωθι έμπορικών πράξεων:

- έμπορικοποιήσις στή Γαλλία των φορολογητέων προϊόντων τους άλλα των όποιων, κατά τά άλλα, δέν διενεργούν τήν παράδοσιν στή χώρα αυτή,

- παροχές των όποιων ό τόπος φορολόγησας θεωρείται μη εύρισκόμενος στή Γαλλία (πράξεις μεταφορών εις τας όποιας άφορά, άνωτέρω, τό κεφάλαιο I, παράγραφος **Θ-Ι**, στις όποιες προστίθενται οί άπαλλασσόμενες φόρου παροχές και συμπληρωτικές των μεταφορών εκείνων που έχουν ως άντικείμενο αγαθά, παροχές αναφερόμενες στο άρθρο 259 Β του γαλλικού Γενικού Φορολογικού Κώδικα για τις όποιες ό φόρος όφείλεται από τόν δικαιούχον της παροχής, όστις είναι φορολογούμενος και έγκατεστημένος στή Γαλλία).

Διά νά τύχουν του ευεργετήματος της ειδικής διαδικασίας επιστροφής (του φόρου), οί φορολογούμενοι που είναι έγκατεστημένοι εις τρίτην χώραν όφείλουν νά όρίσουν άντιπρόσωπον, φορολογούμενον έγκατεστημένον στή Γαλλία και αναγνωριζόμενον από τήν άνωτέρω εις τό κεφάλαιο I, παράγραφο **Α**, αναφερομένην ύπηρεσίαν. Ό εν λόγω άντιπρόσωπος ένδεχεται νά ύποχρωθεί νά παράσχει έγγυήσιν. Οί φορολογούμενοι οί όποιοι είναι έγκατεστημένοι εις τρίτην χώραν δέν όφείλουν νά ύποβάλλουν βεβαίωσιν ύπαγωγής των εις φορολογίαν.

Τό σύστημα τούτο τυγχάνει όμοίως εφαρμογής στους φορολογουμένους που είναι έγκατεστημένοι στα ύπερπόντια Γαλλικά έδάφη και στις εδαφικές τοπικές αυτοδιοικήσεις της Μαγιότ και του Σαιν-Πιέρ-ε-Μικελόν.

Δ. Οί φορολογούμενοι οί όποιοι είναι έγκατεστημένοι εις Κράτος μέλος της Κοινότητος δύνανται, είτε νά ύποβάλλουν οί ίδιοι τήν αίτησιν τους επιστροφής, είτε νά τήν ύποβάλλουν μέσω τρίτου προσώπου (κυρίως μέσω επαγγελματικής οργανώσεως) που ύποχρεούται νά άποδείξει, συμφώνως πρόσ τις διατάξεις του άρθρου R. 197 - 4 του Βιβλίου Φορολογικής Διαδικασίας του γαλλικού Γενικού Φορολογικού Κώδικα, ότι ενεργεί βάσει νομίμου έντολής. (Η έντολή πρέπει, επί ποινή άκυρότητας, να εκδοθεί συγχρόνως με τήν πράξη που τήν έγκρίνει ή να καταχωρηθεί πριν από τήν εκτέλεση αυτής της πράξης.)

Ε. Ό Φόρος Προστιθεμένης Άξίας δέν δύναται νά άποτελέσει αίτιαν επιστροφής όταν αναφέρεται εις αγαθά και ύπηρεσίας επί των όποιων άποκλείεται δικαίωμα έκπτώσεως.

Τούτο συμβαίνει κυρίως (άπαρίθμησις μη έξαντλητική), **ως πρόσ τόν φόρον που σχετίζεται:**

- με τά αγαθά και τις ύπηρεσίες που δέν είναι άπαραίτητες για τις άνάγκες της εκμεταλλεύσεως,

- με τά έξοδα στέγης ή διανυκτέρευσης, υποδοχής, εστίασης, θεαμάτων τά οποία κατέβαλαν οί αλλοδαποί υποκείμενοι στο φόρο πρόσ όφελος των διευθυνόντων τους και/ή των μισθωτών τους (2),

- με τις μεταφορές άτόμων και τις πρόσθετες για τις μεταφορές αυτές, πράξεις. Άλλά, ό άποκλεισμός δέν άφορά τις μεταφορές που πραγματοποιούνται, είτε για λογαριασμό έπιχειρήσεως δημοσίων πετρελαίων έπιβατών, είτε δύνάμει συμβάσεως μεταφοράς, μακράς διαρκείας, συναφθείσας υπό των έπιχειρήσεων πρόσ μεταφοράν του προσωπικού των στον τόπο της εργασίας,

- με τά καύσιμα και λιπαντικά πετρελαϊκής προελεύσεως τά όποια δέν παραδίδονται ή δέν πωλούνται ως έχουν ή υπό μορφήν άλλων πετρελαϊκών προϊόντων (κυρίως καύσιμα χρησιμοποιούμενα υπό των έπιχειρήσεων για τήν εκτέλεση των μεταφορών (3),

- με τά μεταβιβάσθεντα αγαθά που παρεσχέθησαν άνευ άμοιβής ή έναντι άμοιβής πολύ κατώτερης της κανονικής των τιμής, εκτός εάν πρόκειται για αγαθά ελαχίστης αξίας,

- με τις ύπηρεσιες πάσης φύσεως που αναφέρονται εις αγαθά, προϊόντα ή έμπορεύματα που άποκλείονται του δικαιώματος έκπτώσεως. Τούτο συμβαίνει κυρίως με τις επιδιορθώσεις όχημάτων μεταφοράς άτόμων τά όποια άποτελούν πάγιο ενεργητικό, έξαιρίσει της επιδιορθώσεως που έχει ως άντικείμενο όχηματα που απέκτησαν οί έπιχειρήσεις δημοσίων μεταφορών έπιβατών (κυρίως, όδηγοί ταξί) και έχουν διατεθεί άποκλειστικώς για τήν εκτέλεση των εν λόγω μεταφορών.

Έξ άλλου, όταν οί ξένοι φορολογούμενοι άσκούν δραστηριότητα για τήν όποία τό δικαίωμα έκπτώσεως περιέχει περιορισμούς, ούτοι υπόκεινται στους εν λόγω περιορισμούς. Κατ' αυτόν τόν τρόπον, οί οργανωτές τουριστικών διαδρομών και τά πρακτορεία ταξιδίων που είναι έγκατεστημένα εις άλλο κράτος-μέλος, δέν δύνανται νά επιτύχουν τήν επιστροφήν του φόρου του αναφερομένου στις τιμές που πληρώνονται στή Γαλλία στους έπιχειρηματίας μεταφορών, στους ξενοδόχους, στους εστίατορας, στους έπιχειρηματίας θεαμάτων και άλλους φορολογουμένους οί όποιοι εκτελούν κατ' ουσίαν τις ύπηρεσίες που χρησιμοποιούνται από τόν πελάτη.

ΣΤ. Ό Φόρος Προστιθεμένης Άξίας ό έπιβαρύνων τήν κτήσιν άκίνητου εύρισκομένου εις Γαλλίαν δέν δύναται νά άποτελέσει άντικείμενον επιστροφής βάσει της ειδικής διαδικασίας εφαρμογής της Όγδοης Όδηγίας.

(3) Παραταύτα, ο τιμολογούμενος Φ.Π.Α. εκπίπτει (δηλαδή επιστρέφεται):
- σε περίπτωση που χει καταβληθεί για αγορές πετρελαίου κίνησης ή υγραερίου (LPG) που χρησιμοποιούνται ως οδικά καύσιμα, όπως όρίζονται αντίστοιχα στον πίνακα Β του άρθρου 265 του Γαλλικού Τελωνειακού Κώδικα με αριθμό δασμολογίου 27.10 Cie, αρ. ταυτοποίησης 19 και 27-11 Bie, αρ. ταυτοποίησης 3,

- όταν το πετρέλαιο κίνησης ή το υγραέριο χρησιμοποιούνται αποκλειστικά για τις άμεσες άνάγκες της επαγγελματικής δραστηριότητας της έπιχειρήσεως του υποκείμενου στο φόρο ο οποίος δέν είναι έγκατεστημένος στη γαλλική φορολογική επικράτεια (στην προκειμένη περίπτωση, για παράδειγμα, δέν υφίσταται δικαίωμα επιστροφής για πετρέλαιο κίνησης ή υγραέριο που αγοράζονται για τις άνάγκες των προσωπικών μετακινήσεων των διευθυνόντων ή των μισθωτών της έπιχειρήσεως).

Εκπίπτει επίσης ο Φ.Π.Α. που άφορά εισαγωγές, παραδόσεις και αγορές πετρελαίου κίνησης ή υγραερίου χρησιμοποιούμενου για τη διενέργεια διεθνών μεταφορών και ύπηρεσιες που αναφέρονται στα ίδια προϊόντα που χρησιμοποιούνται για τους ίδιους σκοπούς.



1. YLEISIÄ TIETOJA ARVONLISÄVERON PALAUTUSTA KOSKEVAN HAKEMUKSEN TÄYTTÄMISTÄ VARTEN (1).

A. Ansøgningen indleveres i ét eksemplar til Direction Générale des Impôts (Skattedirektoratet), Service de Remboursement de TVA, 10 rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Palautusta haetaan :

a. silloin kun verovelvollinen on ryhtynyt harjoittamaan elinkeinoa muussa Euroopan Unionin jäsenvaltiossa kuin Ranskassa, sen valtion lomakkeella, jossa asianomainen henkilö on ryhtynyt harjoittamaan elinkeinoa, tai mikäli tämä niin haluaa, ranskalaisella lomakkeella (lomake nro 3559);

b. silloin kun verovelvollinen on ryhtynyt harjoittamaan elinkeinoa kolmannessa maassa, ranskalaisella lomakkeella (lomake nro 3559).

Käytetyn lomakkeen kohdat täytetään aina ranskaksi, silloinkin kun käytetään muun jäsenvaltion kuin Ranskan vieraskielistä lomaketta. Fra den 1. januar 2002 skal de beløb, som ønskes tilbagebetalt, angives i euro (felt 5) og betalingen foretages i euro (felt 7).

B. Hakemus täytetään kirjoituskoneella tai painokirjaimin.

Se voidaan jättää sen kuukauden aikana, joka seuraa vuosineljänneestä (neljännesvuosittain täytettävä hakemus) tai tammikuun aikana (vuosittain täytettävä hakemus), ei kuitenkaan myöhemmin kuin sen vuoden 30. päivänä kesäkuuta, joka seuraa hakemuksessa mainittua vuotta (ks. kohta E jäljempänä sen vuosineljänneksen tai vuoden määrittämiseksi, jota hakemus voi koskea).

C.-D. Milloin on jätetty aikaisempi hakemus, hakemuksen yläosassa olevaan ruutuun merkitään yllä kohdassa A mainitun viranomaisen antama verotusnumero.

E. Hakemus on tehtävä sellaisten tavaroiden tai palvelujen osalta, jotka on hankittu Ranskassa tai tuotu Ranskaan ajanjaksona, joka käsittää :

- et kvartal, hvis den afgift, som ønskes tilbagebetalt, beløber sig til 200 euro eller derover rundet op eller ned inden for en grænse på 10%;

- et kalenderår, i modsat fald. I dette tilfælde kan ansøgningen kun tages i betragtning, hvis afgiften, som ønskes tilbagebetalt, beløber sig til 25 euro eller derover rundet op eller ned inden for en grænse på 10%.

Hvis det beløb, der ønskes tilbagebetalt, ligger under 200 euro for et kvartal, kan det overføres til den (de) ansøgning(-er), som indsendes for det (de) følgende kvartal(-er).

Hvis imidlertid tilbagebetalingen for det 4. kvartal er under 200 euro, skal beløbet betragtes som værende gældende for et helt kalenderår og vil således blive tilbagebetalt, hvis det beløber sig til 25 euro eller derover.

Kun näytteilleasettaja maksaa ennakkoa vuoden N kuluessa liittyen hänen osallistumiseensa näyttelyyn, joka pidetään vuoden N + 1 aikana, tällainen näytteilleasettaja voi omasta pyynnöstään jättää etumaksuja koskevan arvonlisäveron palautushakemuksen siinä määräjassa, jota sovelle-

(1) Se, missä laajuudessa arvonlisävero Ranskassa palautetaan verovelvollisille, jotka ovat ryhtyneet harjoittamaan elinkeinoa ulkomailla (palautuksen piiriin kuuluvat henkilöt ja toiminnot), määritellään kohdassa 2.

(2) Imidlertid tillades tilbagebetaling, når disse udgifter afholdes for driftens skyld, til fordel for tredjemand. Den afgiftspligtige udlænding skal således:

- på de af de franske leverandører udstedte fakturaer nævne nydernes identitet og egenskab for at dokumentere, at den afgift, der ønskes tilbagebetalt, er forbundet med udgifter til fordel for tredjemand;

- og fastsætte den afgift, der skal tilbagebetales, i forhold til antallet af tredjemænd, når disse afgifter afholdes både til fordel for tredjernænd (merværdiafgift som kan tilbagebetales) og ledere og/eller ansatte (merværdiafgift, som ikke kan tilbagebetales).

taan vuoden N + 1 aikana lähetettyjen ja maksettujen laskujen arvonlisäveron palautushakemukseen, ts. vuoden N + 2 kesäkuun 30. päivään mennessä.

F. Hakija ilmoittaa hakemuksen kohdassa 9a sen toiminnan laadun, jota varten hän on hankkinut tavarat ja palvelut, joiden osalta palautusta pyydetään (esimerkiksi: osallistuminen käsittelevään kansainväliseen näyttelyyn, joka pidettiin ja välisenä aikana, näyttelyosasto nro.....: tai kansainvälinen kauppatavarankuljetus).

Mikäli ruudussa 10 ei ole riittävästi tilaa, hakija käyttää lisäsivua. Tämän sivun ylälaitaan merkitään yllä kohdassa A mainitun viranomaisen antama verotusnumero ja sivu liitetään hakemuslomakkeeseen. Lisäksi ulkomaalainen hakija merkitsee rastilla yhden kohdan 9b ruuduista sen mukaan mikä hänen tilanteensa on:

- ensimmäisen ruudun, jos hän ei ole toimittanut eikä tarjonnut mitään arvonlisäveron alaisia tavaroita tai palveluja Ranskassa ;

- toisen ruudun, jos hän on tarjonnut Ranskassa ainoastaan sellaisia palveluja, joista ainoastaan palvelujen vastaanottaja on velvollinen maksamaan arvonlisäveroa Ranskan Code Général des Impôts'n 259 A (3), A (4b), A (5), A (6) ja 259 B artiklan mukaan ;

- kolmannen ruudun, jos hän on tarjonnut Ranskassa ainoastaan eräitä verovapaita kuljetuspalveluja ja eräitä näihin kuljetuspalveluihin liittyviä oheispalveluja (vrt. kohdat I.-J. alla) ;

- neljännen ruudun, jos hän on toimittanut Ranskassa ainoastaan Ranskan Code Général des Impôts'n 285 D (I) (2) artiklassa mainittuja tavaroita (yksinkertaistettuja kolmikantatoimintoja) ;

- viidennen ruudun, jos hän on toimittanut Ranskassa ainoastaan sellaisia tavaroita tai tarjonnut ainoastaan sellaisia palveluja, jotka on mainittu Ranskan Code Général des Impôts'n 277 A (I) (1), (I) (2), (I) (5), (I) (6) ja (I) (7) artiklassa.

G. Silloin kun verovelvollinen ryhtyy harjoittamaan elinkeinoa jossakin Euroopan Unionin jäsenvaltiossa, hän liittää hakemukseen kyseisen jäsenvaltion hallintoviranomaisilta saadun alkuperäisen todistuksen, jossa hänet määritellään verovelvolliseksi. Denne attest skal nødvendigvis indeholde den udstedede administrations eller afdelings påtegning og stempel.

Mikäli yllä kohdassa A mainitulla viranomaisella on jo hallussaan todistus, hakija on vapautettu uuden todistuksen toimittamisesta yhdeksi vuodeksi alkaen ensimmäisen todistuksen antamispäivästä, ellei hänen asemansa verovelvollisena muutu.

Af forenklingshensyn forlænges varigheden af denne attest til tre år. Retten til at nyde godt af denne foranstaltning forudsætter imidlertid, at fællesskabsidentifikationsnummeret nævnes i ramme 3 i tryksag nr. 3559 lige fra den første ansøgning om tilbagebetaling og for de kommende ansøgninger.

H. Hakemuksen liitetään alkuperäiset laskut tai alkuperäiset tuontiasiakirjat, joista käy ilmi verovelvollisen maksama Ranskan arvonlisäveron määrä.

I.-J. Verovapaisiin kuljetuspalveluihin (jotka on mainittu hakemuksen kohdan 9b lopussa) kuuluu erityisesti tavaroiden kauttakuljetus, vienti tai tuonti sekä sellainen kansainvälinen matkustajakuljetus, joka on vapautettu verosta Ranskan Code Général des Impôts'n 262 II (8)-(11) artiklan mukaan.

K. Mikäli palautus on saatu vilpillisesti ja johtaa oikeudellisiin toimenpiteisiin, kaikki lisäpalautukset evätään siihen asti kunnes on tehty lopullinen päätös tuomituista rangaistuksista.

L. Ranskan hallintoviranomaiset maksavat palautukset ainoastaan euroina.

Hallintoviranomaiset pidättävät itselleen mahdollisuuden maksaa palautus shekin tai hakijalle osoitetun maksamääräyksen muodossa.

2. YLEISIÄ TIETOJA RANSKASSA SOVELLETUISTA MENETTELYISTÄ JÄSENVALTIODEN LIKEVAIHTOVEROLAINSÄÄDÄNNÖN YHDENMUKAISTAMISESTA MAAN ALUEELLE SIOJITUMATTOMILLE VEROVOLLISILLE SUORITETTAVAA ARVONLISÄVERON PALAUTUSTA KOSKEVISTA YKSITYSKOHTAISISTA SÄÄNNÖISTÄ 6. PÄIVÄNÄ JOULUKUUTA 1979 ANNETUN 8. NEUVOSTON DIREKTIIVIN JA 17. PÄIVÄNÄ MARRASKUUTA

1986 ANNETUN 13. NEUVOSTON DIREKTIIVIN TÄYTÄNTÖÖNPANOKSI.

A. Tämä erityinen palautusmenettely on varattu yrityksille, a. jotka on perustettu :

– muussa Euroopan Unionin jäsenvaltiossa kuin Ranskassa (ja Monacon ruhtinaskunnassa) ;
– tai kolmannessa maassa tai Ranskan Code Général des Impôts'n 256-0 (1) artiklassa tarkoitetun toisen jäsenvaltion alueella ;

– tai Ranskan Guayanen tai Saint-Pierre-et-Miquelonin departementeissa (« départements ») sekä Ranskan merentakaisilla alueilla ;

b. jotka hakemuksessa tarkoitetun ajanjakson aikana käyttävät molemmat seuraavat ehdot :

– Ranskan ulkopuolella sijaitsee :

• joko yrityksen taloudellisen toiminnan keskus tai laitos, jossa palautukseen oikeuttavia toimintoja on harjoitettu. Myös sellaisille ulkomaalaisille yrityksille, joilla on Ranskassa laitoksia, joiden ainoana toimintana on palvelujen tarjoaminen ulkomailla sijaitsevalle pääkonttorilleen, voidaan palauttaa arvonlisävero sen irtaimiston ja niiden palvelujen osalta, jonka/jotka laitokset ovat hankkineet voidakseen tarjota ulkomailla sijaitsevalle pääkonttorilleen palveluja, joita tämä käyttää yksinomaan palautukseen oikeuttavien toimintojen varten (Ks. kohdat B ja C jäljempänä). Saadakseen palautuksen ranskalainen laitos toimittaa Direction Générale des Impôts'hon, Service de remboursement de TVA'han joko suoraan Euroopan unionin yritysten edustajan tai Euroopan unionin yritysten veroasioista vastaavan edustajan kautta lomakkeen nro 3559, johon on liitetty hakemusta tukevat asiakirjat ja johon merkitään « Demande de remboursement présentée par l'établissement français d'un assujetti établi à l'étranger » (ulkomailla elinkeinoa harjoittamaan ryhtyneen verovelvollisen ranskalaisen laitoksen jättämä hakemus).

• tai niiden kotipaikka (mikäli ei ole olemassa pääkonttoria tai laitosta) ;

– eivät toimita tavaroita Ranskassa tai tarjoa palveluita, jotka ovat veronalaisia Ranskassa.

B. Sellaiset verovelvolliset, jotka ovat ryhtyneet harjoittamaan elinkeinoa muussa Euroopan Unionin jäsenvaltiossa kuin Ranskassa voivat hakea palautusta arvonlisäverosta, joka on maksettu heille tarjotuista palveluista tai Ranskassa hankkimastaan tai Ranskaan tuodusta irtaimistosta yllä kohdassa I (E) mainittuna ajanjaksona (kalenterivuosineljännes tai kalenterivuosi) jäljempänä tarkoitettuja ja hakemuksen nro 3559 kohdassa 9b mainittujen toimintojen suorittamista varten tai näiden tarpeisiin ;

– toiminnot, joiden verotuspaikkakunta on Ranskan ulkopuolella (vrt. Ranskan Code Général des Impôts, 258 (A) artikla ja 259-259 (C) artikla), mutta jotka oikeuttaisivat vähennykseen mikäli verotuspaikkakunta olisi Ranskassa ;

– sellaisten palvelujen tarjonta, joiden verotuspaikkakunnan katsotaan olevan Ranskan ulkopuolella : yllä kohdassa I (I.-J.) tarkoitettu kuljetustoiminta sekä verovapaa, tavaroiden kuljetuksiin liittyvien palvelujen tarjonta ; Ranskan Code Général des Impôts'n 259 A (3), A (4b), A (5), A (6), ja 259 B artiklassa tarkoitettujen palvelujen tarjonta, joiden osalta verovelvollinen palvelujen vastaanottaja, joka on ryhtynyt harjoittamaan elinkeinoa Ranskassa, on velvollinen maksamaan arvonlisäveroa.

– Ranskan Code Général des Impôts'n 258 (D) (I) (2) artiklassa mainitut toimitukset, joiden osalta toimitusten vastaanottaja on velvollinen maksamaan arvonlisäveroa saman artiklan kohdan 2 (C) mukaisesti.

– Ranskan Code Général des Impôts'n 277 A (I) (1), (I) (2), (I) (5), (I) (6) ja (I) (7) artiklassa mainitut toimitukset ja palvelujen tarjonta.

C. Verovelvolliset, jotka ovat ryhtyneet harjoittamaan elinkeinoa kolmannessa maassa voivat hakea palautusta arvonlisäverosta, joka on maksettu heidän Ranskassa hankkimastaan tai Ranskaan tuodusta irtaimistosta ja heille tarjotuista palveluista yllä kohdassa I (E) mainitun ajanjakson aikana (kalenterivuosineljännes tai kalenterivuosi) seuraavien toimintojen suorittamista varten tai näiden tarpeisiin ;

– sellaisten arvonlisäveronalaisten tuotteiden markkinointi Ranskassa, joita he eivät kuitenkaan toimita Ranskassa ;

– sellaisten palvelujen tarjonta, joiden verotuspaikkakunnan katsotaan olevan Ranskan ulkopuolella (yllä kohdassa I (I.-J.) tarkoitettu kuljetustoiminta sekä verovapaa, tavaroiden kuljetuksiin liittyvien palvelujen tarjonta ; Ranskan Code Général des Impôts'n 259 (B) artiklassa tarkoitettujen palvelujen tarjonta, joiden osalta verovelvollinen palvelujen vastaanottaja, joka on ryhtynyt harjoittamaan elinkeinoa kolmannessa maassa, on velvollinen maksamaan arvonlisäveroa).

– tai joiden osalta verovelvollinen palvelujen vastaanottaja, joka on ryhtynyt harjoittamaan elinkeinoa Ranskassa, on velvollinen maksamaan arvonlisäveroa).

Hyötyäkseen tästä erityisestä palautusmenettelystä verovelvollisten, jotka ovat ryhtyneet harjoittamaan elinkeinoa kolmannessa maassa, on nimettävä verovelvollinen edustaja, joka harjoittaa elinkeinoa Ranskassa ja jonka yllä kohdassa I (A) mainittu viranomainen on hyväksynyt. Tältä edustajalta saatetaan vaatia takaus. Verovelvollisten, jotka ovat ryhtyneet harjoittamaan elinkeinoa kolmannessa maassa, ei tarvitse esittää todistusta, jossa heidät määritellään verovelvollisiksi.

Tätä järjestelmää sovelletaan myös Ranskan merentakaisiin alueisiin sekä Mayotten ja Saint-Pierre-et-Miquelonin alueellisiin yhteisöihin (« collectivités territoriales »).

D. Verovelvolliset, jotka ovat ryhtyneet harjoittamaan elinkeinoa Euroopan Unionin jäsenvaltiossa, voivat toimittaa hakemuksen joko itse tai kolmannen osapuolen (lähinnä ammattijärjestön) välityksellä, jonka on esitettävä laillinen valtuutus Ranskan Code Général des Impôts'n Livre des procédures fiscales'n R*197-4 artiklan mukaisesti. (Mandaatti on pätemättömyyden uhalla annettava samanaikaisesti kuin toimenpide, johon se valtuuttaa, tai rekisteröitävä ennen tämän toimenpiteen täytäntöönpanoa.)

E. Arvonlisäveroa ei palauteta jos se koskee tavaroita ja palveluja, jotka eivät oikeuta vähennykseen.

Tällaiseen veroon kuuluu arvonlisävero, joka koskee (luettelo on epätäydellinen) :

– tavaroita ja palveluja, jotka eivät ole välttämättömiä yrityksen toiminnalle ;

– udgifter til bolig eller indkvartering, selskabsarrangementer, restaurant og forlystelser erholdt af afgiftspligtige udlændige til fordel for deres ledere og/eller ansatte (2) ;

– henkilöiden kuljetukseen ja näihin kuljetuksiin liittyviin toimintoihin. Tämä ei kuitenkaan koske kuljetuksia, jotka toteutetaan joko julkista liikennettä hoitavan kuljetusyrityksen lukuun tai sellaisten yritysten kesken tehdyn pysyvän kuljetusopimuksen perusteella, jolla näiden yritysten henkilökunta tuodaan työpaikalle ;

– öljystä valmistettuihin poltto- ja voiteluaineisiin, joita ei toimiteta tai myydä sellaisenaan tai muiden öljytuotteiden muodossa [erityisesti polttoaine, jota yritykset käyttävät kuljetuksia varten] (3) ;

– tavaroihin, jotka on tarjottu korvauksetta tai tavaroiden tavallista hintaa paljon alhaisempaa korvausta vastaan, paitsi jos tavaroiden arvo on hyvin vähäinen ;

– kaikenlaisiin palveluihin, jotka liittyvät tavaroihin, tuotteisiin tai kauppatavaraan, jo(t) ka ei(vät) oikeuta vähennykseen. Tällaisiin palveluihin kuuluu erityisesti sellainen henkilöiden kuljettamiseen tarkoitettujen ajoneuvojen korjaaminen, jota pidetään seisauttamisena, lukuunottamatta sellaisten ajoneuvojen korjaamista, jotka julkista liikennettä hoitavat kuljetusyritykset (erityisesti taksinkuljettajat) ovat hankkineet ja joita käytetään yksinomaan sanottuihin kuljetuksiin.

Lisäksi ulkomaalaiset verovelvolliset ovat näiden rajoitusten alaisia kun he harjoittavat toimintaa, jonka osalta oikeus vähennykseen on rajoitettu. Näin ollen toiseen jäsenvaltioon perustetut matkanjärjestäjät ja matkatoimistot eivät voi saada palautusta verosta sellaisen hinnan osalta, joka maksetaan Ranskassa asiakkaan käyttämiä palveluja tarjoaville kuljetusyrityksille, hotellinpitäjille, ravintoloitsijoille, ohjelmanjärjestäjille ja muille verovelvollisille.

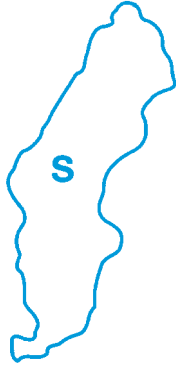
F. Arvonlisäveroa, joka on maksettu Ranskassa sijaitsevan kiinteistön oston yhteydessä, ei voida palauttaa 8. neuvoston direktiivin erityisen soveltamismenettelyn mukaisesti.

(3) Den fakturerede merværdiafgift kan imidlertid fradrages (med andre ord tilbagebetales):

– når den er betalt ved køb af diesel-benzin eller auto-gas (LPG) anvendt som brændstof i køretøjer, som anført på tabel B, artikel 265 i den franske Toldlov, henholdsvis toldtarifnummer 27.10 C1e, identifikationsindeks 19, og toldtarifnummer 27-11 B1e, identifikationsindeks 3;

– når diesel-benzin eller auto-gas bruges udelukkende og direkte i erhvervsaktiviteter udført af en virksomhed, som ikke er etableret på det franske skatteterminium (det betyder f.eks., at diesel-benzin eller auto-gas (LPG) købt med henblik på private rejser foretaget af virksomhedsledere eller ansatte ikke er tilbagebetalingsberettiget).

Ved indførsel, levering og køb af diesel-benzin eller auto-gas anvendt til international transport såvel som ved lignende tjenesteydelser med samme produkter anvendt med samme formål kan merværdiafgiften fradrages.



1. INFORMATION FÖR IFYLLNING AV ANSÖKAN OM ÅTERBETALNING AV MERVÄRDESSKATT (1)

A. Ansökan skall lämnas in i ett enda exemplar till: Direction Générale des Impôts, Service de remboursement de TVA, 10, rue d'Uzès, 75080 PARIS Cedex 02.

Ansökan skall göras på ett av följande formulär:

a. Det formulär som används i det land där den sökande bedriver sin verksamhet, om den sökande har sin verksamhet i en annan av Europeiska unionens medlemsstater än Frankrike, eller om den sökande så önskar, på det franska formuläret (blankett nr 3559).

b. Det franska formuläret (blankett nr 3559), om den sökande bedriver sin verksamhet i tredje land.

De olika uppgifterna på formuläret skall fyllas i på franska även om formuläret är utformat på ett språk som talas i en annan medlemsstat än Frankrike. **Tammikuuta 2002 alkaen haettavien palautusten määrät ilmoitetaan euroina (kohta 5) ja maksu suoritetaan euroina (kohta 7).**

B. Ansökan skall fyllas i på maskin eller med textade bokstäver. Ansökan kan lämnas in under den månad som följer efter ett kvartal (kvartalsvis ansökan), eller under januari månad (årlig ansökan). Den skall emellertid lämnas in senast den 30 juni året efter det år som ansökan avser (för att avgöra vilken period-kvartal eller år – ansökan om återbetalning kan avse, se punkt E).

C.-D. Om en ansökan har lämnats in tidigare, skall det skatteidentifikationsnummer som den sökande har tilldelats av den skattemyndighet som avses i punkt A anges i fältet högst upp på ansökningsblanketten.

E. Ansökan bör gälla varor eller tjänster som har förvärvats i eller importerats till Frankrike under följande perioder:

- Kalenderinnejännesvuoden, silloin kun vero, joka vaaditaan palautettavaksi, on vähintään 200 euroa pyöristettynä lähimpään tasalukuun 10 prosentin rajan sisällä.
- Kalenderivuoden muussa tapauksessa. Tässä tapauksessa hakemus voidaan hyväksyä ainoastaan jos vero, joka vaaditaan palautettavaksi, on vähintään 25 euroa pyöristettynä lähimpään tasalukuun 10 prosentin rajan sisällä.

Silloin kun vero, joka palautetaan kalenterinnejännesvuoden osalta, on alle 200 euroa, se voidaan siirtää siihen/niihin hakemukseen/hakemuksiin jo(t)ka on jätetty seuraavan/seuraavien vuosinnejännesvuoden osalta.

Mikäli kuitenkin osoittautuu, että neljättä kalenterivuosiinnejännestä koskeva palautus on alle 200 euroa, kyseistä summaa on pidettävä kalenterivuoden saldonä, joka palautetaan ainoastaan, jos se on alle 25 euroa.

Om en utställare betalar ut förskott under år N inom ramen för sin medverkan i en utställning som äger rum under år N + 1, är det möjligt att ansöka om återbetalning av mervärdesskatten på förskotts betalningen inom den tid-

(1) Tillämpningsområdet för återbetalning av mervärdesskatt i Frankrike till skattepliktiga personer som bedriver sin verksamhet i utlandet (personer eller transaktioner som omfattas av återbetalningen) anges i avsnitt 2.

(2) Palautus hyväksytään, jos kulut ovat aiheutuneet kolmannelle osapuolelle tarjotuista palveluista yrityksen liiketoiminnan yhteydessä. Ulkomaalaisen verovelvollisen on:

- mainittava ranskalaisen tavarantoimittajan toimittamissa laskuissa maksunsaajan tunnus ja tyyppi, jotta voidaan osoittaa, että vero, jota palautushakemus koskee, liittyy kolmannelle osapuolelle tarjottuihin palveluihin,
- määritettävä palautettavan veron suuruus suhteessa kolmanteen osapuoleen, jos kulut koskevat sekä kolmannelle osapuolelle tarjottuja palveluja (palautettava arvonlisävero) että johtajien ja/tai työntekijöiden kuluja (ei-palautettava arvonlisävero).

period som gäller vid återbetalning av mervärdesskatt för de fakturor som gjorts och betalats under år N + 1, dvs. till och med den 30 juni år N + 2.

F. Den sökande skall i fält 9a i ansökan ange för vilka transaktioner han har förvärvat de varor och tjänster som ansökan om återbetalning gäller (t. ex.: deltagande i den internationella utställningen av i

..... från den..... till den....., stånd nr.....; eller: internationell varutransport).

Om utrymmet i fält 10 är otillräckligt, skall den sökande komplettera uppgifterna på ett annat papper. Högst upp på pappret skall det identifikationsnummer som den i punkt A angivna myndigheten har tilldelat sökanden anges och papper skall fästas vid ansökan.

En utländsk person som är skyldig att betala mervärdesskatt skall dessutom i fält 9b kryssa i ett av följande fem alternativ som motsvarar hans situation:

- Första alternativet om han inte har levererat beskattningsbara varor eller tjänster i Frankrike.

- Andra alternativet om han i Frankrike endast har tillhandahållit tjänster för vilka köparen skall betala mervärdesskatt enligt artikel 259 A 3, 4 b, 5, 6 och artikel 259 B i den allmänna franska skattelagstiftningen (Code des Impôts).

- Tredje alternativet om han i Frankrike endast har tillhandahållit vissa skattefria transporttjänster och vissa tjänster som hör samman med sådana transporttjänster (se punkterna I.-J).

- Fjärde alternativet om han i Frankrike endast har utfört leveranser i enlighet med artikel 258 D I 2 i den allmänna franska skattelagstiftningen (förenklade triangeltransaktioner).

- Femte alternativet om han i Frankrike endast har utfört leveranser och tjänster i enlighet med artikel 277 A I 1, 2, 5, 6 och 7 i den allmänna franska skattelagstiftningen.

G. Om en person som är skyldig att betala mervärdesskatt har sin verksamhet i en av Europeiska unionens medlemsstater, skall han till sin återbetalningsansökan foga ett intyg i original över att han är skattepliktig, utfärdat av administrationen i den stat där han haft sin verksamhet. Tässä todistuksessa on ehdottomasti oltava myöntäneen viranomaisen viite ja leima.

Om den myndighet som avses i punkt A redan har mottagit ett intyg är sökanden emellertid befriad från att lämna in ett nytt intyg under en period på ett år räknat från dagen för inlämnandet av det första intyget, såvida det inte inträffar något som ifrågasätter hans skyldighet att betala mervärdesskatt.

Asian yksinkertaistamiseksi tämän todistuksen voimassaoloa pidennetään kolmeen vuoteen. Verovelvollisen on kuitenkin mainittava yhteisön sisäinen liikeyhteystunnus lomakkeen nr 3559 ruudussa kolme (3) heti ensimmäisessä palautusta koskevassa hakemuksessa sekä sitä seuraavissa hakemuksissa.

H. Fakturor i original eller importdokument av vilka det framgår vilka franska mervärdesavgiftsbelopp som sökanden har erlagt skall bifogas ansökan.

I.-J. Skattefria transporttjänster (som avses i slutet av 9b i ansökan om återbetalning) är bl. a. transporter i samband med transit, export eller import av varor samt internationell passagerartransport befriad från mervärdesskatt enligt artikel 262 II-3^o-11^o i den allmänna franska skattelagstiftningen.

K. Om återbetalningen har erhållits genom bedrägeri och detta leder till åtal, skall senare återbetalningar inte göras förrän ett slutgiltigt beslut har fattats i fråga om straff.

L. Den franska administrationen gör återbetalningarna endast i euro, samt förbehåller sig rätten att göra återbetalningen i form av check eller postanvisning utställd på sökanden.

2. INFORMATION OM DE FÖRESKRIFTER SOM FRANKRIKE TILLÄMPAR AVSEENDE DET ÅTTONDE DIREKTIVET 79/1072/EEC OCH DET TRETTONDE DIREKTIVET 86/560 OM ÅTERBETALNING AV MERVÄRDESSKATT TILL SKATTEPLIKTIGA PERSONER SOM INTE HAR SIN VERKSAMHET I LANDET.

A. Detta särskilda förfarande vid återbetalning gäller endast företag som

- a. har sin verksamhet

- i en annan av Europeiska unionens medlemsstater än Frankrike (och Monaco),

– i tredje land eller på andra medlemstatens territorium avsedda i artikel 256-0 (1) i den allmänna franska skattelagstiftningen (Code des Impôts);

– i departementen Guyana eller Saint-Pierre-et-Miquelon eller i de franska utomeuropeiska territorierna.

b. under den period som omfattas av ansökan om återbetalning har uppfyllt följande två villkor:

– Huvudsätet för den ekonomiska aktiviteten, eller den anläggning som de återbetalningsberättigande transaktionerna har utförts ifrån; skall vara belägna utanför Frankrike eller också skall företaget, i avsaknad av huvudsäte eller anläggning, ha sin hemvist eller sin sedvanliga vistelseort utanför Frankrike. Utländska företag som äger anläggningar i Frankrike vilkas aktiviteter enbart består i att tillhandahålla sitt utländska huvudsäte tjänster kan emellertid också erhålla återbetalning av mervärdesskatten för det lösores de har förvärvat och de tjänster som de har mottagit i syfte att tillhandahålla sitt huvudsäte utanför Frankrike tjänster som huvudsätet använder endast för att genomföra transaktioner som berättigar till återbetalning (se punkterna B och C nedan). För att erhålla återbetalningen skall den franska anläggningen, antingen direkt eller genom ombud vad gäller företag etablerade innan EU, eller genom ombud i skatteärenden för företag etablerade utanför EU, sända formulär nr 3559, märkt « Demande de remboursement présentée par l'établissement français d'un assujetti établi à l'étranger » (Ansökan om återbetalning inlämnad av ett skattepliktigt företag i utlandet genom sin franska anläggning) samt bestyrkande dokument till: Direction générale des Impôts, Service de remboursement de TVA.

– Det skall inte leverera varor i Frankrike, inte heller tjänster för vilka skatt skall betalas i Frankrike.

B. Personer som är skyldiga att betala mervärdesskatt och som har sin verksamhet i en annan av Europeiska unionens medlemsstater än Frankrike kan begära återbetalning av mervärdesskatten för tjänster som de har erhållit eller lösores som de har förvärvat i Frankrike eller importerat till Frankrike under den period som anges avsnitt 1 E (kvartal eller år) för genomförandet av eller med avseende på följande transaktioner som anges i 9b på blankett nr 3559 :

– Transaktioner för vilka det ställe där skatt skall betalas ligger utanför Frankrike (artiklarna 258 A och 259 — 259 C i den allmänna franska skattelagstiftningen), men som skulle ge rätt till avdrag om stället låg i Frankrike.

– Tjänster för vilka det ställe där skatt skall betalas anses ligger utanför Frankrike : transporter som anges i avsnitt 1 I.-J., inklusive tjänster som är skattefria och som har utförts i samband med varutransporter; tjänster som anges i artikel 259 A 3, 4b, 5, 6 och artikel 259 B i den allmänna franska skattelagstiftningen och för vilka skatten betalas av en skattepliktig köpare som har sin verksamhet i Frankrike.

– Leveranser som anges i artikel 258 D I 2 i den allmänna franska skattelagstiftningen och för vilka skatt skall betalas av mottagaren i enlighet med 2 e i samma artikel.

– Leveranser och tjänster som anges i artikel 277 A I 1, 2, 5, 6, och 7 i den allmänna franska skattelagstiftningen.

C. Skattepliktiga personer som har sin verksamhet i tredje land kan begära återbetalning av skatt som de har betalat för lösores som de har förvärvat i eller importerat till Frankrike och de tjänster som de har erhållit under den period som avses i avsnitt 1 E (kvartal eller år) för förverkligandet av eller med avseende på följande transaktioner :

– Marknadsföring i Frankrike av beskattningsbara produkter vars leverans i Frankrike de emellertid inte har hand om.

– Tjänster för vilka det ställe där skatt skall betalas anses ligger utanför Frankrike (transporttransaktioner som avses ovan i avsnitt 1 I.-J., inklusive tjänster som är skattefria och som har utförts i samband med de varutransporterna; tjänster som anges i artikel 259 B i den allmänna franska skattelagstiftningen och för vilka skatt skall betalas av en skattepliktig köpare som har sin verksamhet i Frankrike).

För att ha nytta av det särskilda förfarandet om återbetalning bör skattepliktiga personer som har sin verksamhet i tredje land ange ett skattepliktigt ombud som har sin verksamhet i Frankrike och som har godkänts av den myndighet

som anges i avsnitt 1A. Det kan krävas att ombudet ställer en säkerhet. Skattepliktiga personer som har sin verksamhet i tredje land behöver inte framlägga intyg om att de är skattepliktiga.

Denna ordning är också tillämplig för skattepliktiga personer som har sin verksamhet i de franska utomeuropeiska territorierna och på Mayotte och Saint-Pierre-et-Miquelon.

D. Skattepliktiga personer som har sin verksamhet i en av Europeiska unionens medlemsstater kan antingen själva överlämna sin ansökan om återbetalning eller också låta en tredje part (särskilt branschorganisationer) överlämna den. Den tredje parten bör uppvisa en regelmässig fullmakt i enlighet med bestämmelserna i artikel R* 1974 i den allmänna franska skattelagstiftningens bok om skatteförfaranden (Livre des procédures fiscales du Code français des impôts), (Fullmakten bör utfärdas samtidigt med den handling som den ger tillstånd till, eller registreras före handlingens genomförande, i annat fall är den ogiltig.)

E. Mervärdesskatten återbetalas inte om den avser varor och tjänster som inte berättigar till avdrag.

Detta gäller särskilt skatt som avser följande (förteckningen är inte fullständig) :

– Varor och tjänster som inte är nödvändiga för driften av verksamheten.

– Ulkomaiselle verovelvolliselle koituneita asumis- tai majoituskuluja, vastaanottokuluja, ravintolakuluja ja ohjelma-kuluja tämän johtajien ja/tai työntekijöiden hyödyksi (2).

– Transport av personer samt transaktioner som utförs i samband med den transporten. Avdrag kan emellertid göras för transporter som genomförs antingen för ett företags räkning om företaget i fråga sköter allmänna transporter av resenärer, eller också enligt ett stadigvarande transportavtal som företagen har slutit i avsikt att transportera sin personal till arbetsplatsen.

– Motorbränsle och smörjmedel som erhållits från olja och som inte säljs i oförändrat tillstånd eller i form av andra oljeprodukter (särskilt motorbränsle som används av företag för att utföra transporter) (3).

– Varor som överläts utan ersättning eller mot en ersättning som är mycket lägre än det normala priset, utom om varornas värde är mycket litet.

– Tjänster av alla slag i förbindelse med egendom, produkter eller varor som inte berättigar till avdrag. Dessa omfattar särskilt reparation av fordon för passagerartransport som under reparationen är ur bruk med undantag av reparation av foron inköpta av företag som ombesörjer allmän transport av passagerare (särskilt taxiförare), och som uteslutande används för sådana transporter.

Utländska skattepliktiga personer är dessutom underkastade dessa begränsningar när de utövar en aktivitet för vilken avdragsrätten är begränsad. Arrangörer av turistresor och resebyråer som har sin verksamhet i en annan medlemsstat kan inte få återbetalning av skatt för de priser som betalas i Frankrike till transportfirmor, hotell, restauranger, nöjesetablissemang eller andra skattepliktiga som tillhandahåller de av kunden nyttjade tjänsterna.

F. Mervärdesskatt som har betalats vid inköp av fast egendom som är belägen i Frankrike kan inte återbetalas enligt det särskilda tillämpningsförfarandet i åttonde direktivet.

(3) Laskutettu arvonlisävero on kuitenkin vähennettävissä (eli palautettavissa) seuraavissa tapauksissa :

– Mervärdesskatten har betalats vid inköp av dieselolja eller gasol som har använts som motorbränsle och som anges i tabell B i artikel 265 i den franska tulltaxan under tulltaxenummer 27/10 Cle, identifikationsindex 19 respektive 27-11 Ble, identifikationsindex 3.

– Dieseloljan eller gasolen används uteslutande för direkta yrkesmässiga ändamål av ett företag vars skattepliktiga ägare inte utövar sin verksamhet inom det franska skattterritoriet (ingen rätt till återbetalning för dieselolja eller gasol som har inköpts för t. ex. privat transport av företagets direktörer eller personal).

– Mervärdesskatt som betalats vid import, försändelse eller inköp av dieselolja eller gasol som används för internationella transporter samt mervärdesskatt som betalats för tjänster som avser de produkterna och det ändamålet är avdragbar.

